



SMOYS



REÇU EN PREFECTURE

le 27/10/2021

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20211020-2021_32-DE



L'édito

La transition écologique est un enjeu d'avenir pour tous nos territoires. C'est pourquoi, nous sommes heureux de vous transmettre ce compte-rendu annuel de contrat de concession qui fait le point sur l'actualité du réseau de gaz de votre collectivité.

L'année 2020 a été marquée par un contexte sanitaire inédit qui a impacté, bien que dans une moindre mesure, les missions de service public de GRDF. Elle a été aussi, heureusement, une année particulièrement dynamique pour le développement du gaz vert, énergie 100% renouvelable, avec 214 sites qui injectent du biométhane dans les réseaux de gaz. C'est deux fois plus qu'en 2019 et représente désormais la consommation d'un million de logements neufs chauffés au gaz.

La dynamique reste soutenue, et le potentiel est là, avec 1 100 projets. L'objectif de 10% de gaz vert injecté sera atteint et dépassé d'ici 3 à 4 ans dans certains territoires. En parallèle, les usages du gaz ont progressé, en particulier dans la mobilité GNV/bioGNV. 174 stations d'avitaillement (275 à fin 2021) desservent aujourd'hui 24 000 véhicules dont 20% roulent au BioGNV.

Cette filière biogaz très dynamique a déjà créé 7 300 emplois directs et indirects avec une prévision en 2030 de 53 000.

Pour accueillir ces nouvelles capacités d'injection, GRDF prévoit d'investir fortement dans le renforcement du réseau de gaz. 190 zonages de raccordement représentant un potentiel de 70 TWh/an de biométhane sont validés et 810 M€ d'investissements déjà programmés.

Au-delà de la méthanisation, GRDF prépare également l'arrivée prochaines de nouveaux gaz verts (hydrogène, pyrogazéification, gazéification hydrothermale...) à l'horizon 2030.

Conscient de la responsabilité qui est la nôtre au service des Autorités organisatrices de la distribution d'énergie, soyez assurés de l'engagement des équipes de GRDF à promouvoir avec votre appui, l'essor du biométhane et des gaz verts, pour une économie circulaire, créatrice d'emplois locaux non délocalisables.

Frédéric Martin,
Directeur Général Délégué de GRDF

REÇU EN PREFECTURE

le 27/10/2021

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20211020-2021_32-DE



01	L'essentiel de votre concession	6
	Les chiffres clefs de votre concession	8
	Vos interlocuteurs territoriaux	10
	Votre contrat de concession	13
02	L'activité au quotidien	14
	Les clients et leurs usages	16
	Les services et les prestations	21
	L'activité de comptage	23
	L'écoute client	26
	La chaîne d'intervention	32
	La sécurité du réseau	37
03	Le patrimoine de votre concession	46
	Vos ouvrages	48
	Les chantiers	55
	Les investissements	57
	La valorisation de votre patrimoine	63
04	Le compte d'exploitation	66
	Le tarif de distribution - ATRD	68
	La synthèse du compte d'exploitation	70
	Les recettes	73
	Les charges	75
	L'équilibre financier	79
05	La transition écologique	82
	Le gaz vert	84
	La mobilité durable	87
	Les données au service de la maîtrise de l'énergie	89
06	GRDF & vous	90
	La distribution du gaz, une mission de service public	92
	Une organisation à votre service	95
	Les outils digitaux à votre disposition	98

REÇU EN PREFECTURE

le 27/10/2021

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20211020-2021_32-DE



01

L'essentiel de votre concession

1.1	Les chiffres clefs de votre concession	8
1.2	Vos interlocuteurs territoriaux	10
1.3	Votre contrat de concession	13

1.1 Les chiffres clefs de votre concession

Clientèle



100 400

Nombre de clients



479

Nombre de premières mises en service clients



1 942 GWh

Quantités de gaz acheminées



92,4%

Taux de satisfaction accueil dépannage gaz / exploitation maintenance (région)



879

Nombre de réclamations



96,2%

Taux de demandes fournisseurs traitées dans les délais

Contrat



2025

Année d'échéance du contrat



30

Durée du contrat



24/01/1995

Date d'entrée en vigueur du contrat

Économie



244,8 k€

Redevance R1



6,7 M€

Investissements réalisés
sur la concession



28,2 M€

Recettes
acheminement et hors
acheminement

Maintenance et sécurité



113,1%

Taux d'atteinte
de l'objectif de
surveillance du réseau



100%

Taux de visites
réalisées sur les postes
de détente réseau



110,1%

Taux de visites réalisées
sur les robinets



103,6%

Taux de visites réalisées
sur les branchements
collectifs



1 592

Nombre
d'interventions de
sécurité gaz



1 386

Nombre d'incidents

Patrimoine



1 203,19 km

Longueur totale de
canalisations



96 289

Nombre de compteurs
domestiques actifs



2,12 km

Longueur de réseau
développé

1.2 Vos interlocuteurs territoriaux

**FRANCOIS LECLERC**

Chargé de portefeuille Concessions

06 80 94 35 73

francois.leclerc@grdf.fr

**EMILIE DRIDI-DASTREVIGNE**

Directrice Territoriale Adjointe

07 62 50 00 39

emilie.dridi@grdf.fr

Ensemble, au « Vert... »

La troisième révolution gazière : levier essentiel de transition écologique, la généralisation des gaz renouvelables permettra aux Franciliens de disposer d'ici 2050 de 100% de gaz vert issu d'une production décentralisée en faveur d'un usage local. Cet objectif, ambitieux et déterminant pour l'avenir des territoires, participera à la relocalisation et la décarbonation de l'économie en limitant le recours aux finances publiques et sera sans impact sur la facture de gaz du consommateur.

Ensemble, nous traversons une crise sanitaire et économique sans précédent. Cette épreuve nous impacte tous, mais nous devons la dépasser. Le plan de continuité des activités mis en place dès mars 2020 a permis de maintenir les interventions auprès des clients ainsi que les principaux chantiers de l'année.

Le plan de relance Etat-Région Ile-de-France annoncé en 2020 et signé le 4 mars 2021 conforte les actions de transition énergétique appelées de ses vœux par GRDF pour le gaz qui représente 34 % des consommations d'énergie finale franciliennes. Le plan de relance régional de GRDF prévoit d'accélérer la modernisation du réseau propriété des collectivités locales, en investissant en Ile-de-France 36 millions d'euros supplémentaires en 2021 et 2022 et en accélérant le raccordement des installations de gaz vert et des stations-service gaz.

Les difficultés rencontrées lors dans la crise n'ont fait qu'accroître notre volonté d'accélérer une production d'énergie renouvelable et locale par le développement des gaz verts. L'Essonne présente un potentiel pour le développement des gaz verts : les gisements sont là, ils sont variés pour la méthanisation issue de l'agriculture, des biodéchets ou du traitement des eaux. Les acteurs de la filière réfléchissent déjà aux potentiels de production de gaz verts de seconde génération. Ainsi, après l'injection en 2018 du biométhane issu du biogaz épuré de l'ISDND de Vert-le-Grand Echarcon, exploitée par SEMARDEL, une deuxième unité de méthanisation avec injection de biométhane dans le réseau de gaz a été mise en service en février 2020 : il s'agit de l'unité agricole « Bioénergie de Dhület » à Ormoy-la-Rivière. Ces deux unités produisent ainsi 30 GWh/an de biogaz, soit l'équivalent de la consommation de 5 000 logements neufs ou 120 bus au BioGNV. Cinq projets (agricoles, biodéchets ou station de traitement des eaux usées) pourraient également être mis en service sur 2022 – 2023, portant à 145 GWh/an la production essonnienne de gaz vert, et témoignant ainsi de la dynamique de développement du biométhane dans ce département. Au global, une vingtaine de projets sont accompagnés par GRDF dans le respect des missions de service public confiées.

Concernant les gaz verts de seconde génération, l'étude sur la pyrogazéification des

Combustibles Solides de Récupération, portée par SEMARDEL, GRDF et avec le soutien de la Région Ile-de-France, a démarré en 2020 et devrait être terminée en 2021. Le défi GRDF proposé à l'édition 2020 de DRIM in Saclay de la CCI Essonne porte sur la valorisation du CO₂ issu de l'épuration du biogaz d'une unité de méthanisation, et la solution proposée par les participants a remporté le prix coup de cœur du Jury DRIM. Les réflexions vont se poursuivre.

De nombreux acteurs publics se mobilisent pour faire des gaz renouvelables un axe de leur stratégie ENR locale, en cohérence avec les nouvelles exigences en matière de gestion des déchets du territoire (notamment biodéchets). Ainsi le développement des gaz renouvelables est inscrit dans plusieurs Plan Climat Air Energie Territorial (CPS, GPS, SIARCE notamment), des études sont en cours (Etude VGP-SQY-CPS-EPA PS). Les demandes de visites d'unités de méthanisation sont en forte croissance, elles traduisent l'intérêt de l'opinion publique à comprendre et échanger avec les acteurs de cette filière prometteuse.

La mobilité propre et durable constitue également un enjeu majeur pour notre région. Le gaz vert, lorsqu'il est utilisé en carburant, est un des leviers incontournables pour limiter l'impact climatique de nos déplacements et améliorer la qualité de l'air. En Ile-de-France, le maillage des stations GNV/BioGNV a progressé, avec 27 stations publiques et 69 stations privées en service à fin 2020.

En Essonne, on dénombre déjà 4 stations publiques de GNV/BioGNV à fin 2020. Une nouvelle mise en service de station publique est attendue pour début 2021, et deux autres projets sont engagés. De nombreux acteurs de la logistique font le choix de la mobilité propre au BioGNV, permettant de répondre aux exigences des ZFE en Ile-de-France. Ainsi, lors de la première édition de la Semaine Nationale du Transport routier de marchandises, organisée à l'automne dernier par la FNTR, une visite officielle s'est tenue dans les locaux de l'entreprise Transports PREMAT en Essonne, qui a fait le choix du GNV pour ses poids-lourds. La conversion des dépôts de Bus d'IDF Mobilités est également en cours sur en Essonne, avec la mise en service de l'avitaillement GNV des dépôts de bus de Montlhéry et Sainte-Geneviève-des-Bois, après ceux de Massy et Marcoussis. D'autres dépôts suivront. Plusieurs acteurs de la collecte des déchets roulent également GNV/BioGNV : le SIOM Vallée de Chevreuse, le SIVOM de la Varennes-Jarcy, ainsi que SEMARDEL. Ils utilisent chacun des flottes de bennes à ordures alimentaires au BioGNV.

En novembre 2020, l'Etat a présenté les grandes orientations de la nouvelle Réglementation Environnementale 2020. Cette réglementation s'inscrit dans la logique de la neutralité carbone que la France a l'ambition d'atteindre en 2050 et que GRDF défend depuis 2018. Des solutions gaz existent, comme les chaudières gaz hybrides, et permettent aux clients de conserver une liberté de choix du mode de chauffage. GRDF promeut aussi l'emploi du gaz vert dans le bâtiment neuf pour répondre au seuil d'émission fixé par cette nouvelle réglementation. Cette mesure permettra l'utilisation d'une énergie locale et décarbonée, valorisant ainsi les ressources des territoires.

En 2020, le portefeuille francilien a diminué de 20 000 clients soit 0,8% des clients, pour l'essentiel par l'abandon de la cuisson gaz à l'occasion de changement d'occupant dans les logements. La croissance des modes de chauffage collectif au gaz comme la satisfaction client en hausse ne nous suffisent pas. La baisse du nombre de clients nous encourage à nous mobiliser vers une nouvelle *Ambition Clients*. Notre stratégie vise à fidéliser et gagner de nouveaux clients, tous usages confondus.

Pour prévenir les risques lors de l'exécution des travaux urbains et continuer la dynamique

de réduction des dommages aux ouvrages, les opérateurs de réseaux sensibles ont mis en place un dispositif de prévention et de sensibilisation des acteurs, nommé Balises de Sécurité 2018-2024. A fin 2020, les actions locales menées par GRDF auprès des collectivités ont permis de déployer ce dispositif dans 161 communes franciliennes. Les résultats sont là ! A fin 2020, on observe une baisse des endommagements des réseaux gaz sur ces communes, représentant plus de 150 endommagements évités !

Ensemble, un media de partage permanent des actions de transition écologique avec votre réseau de gaz. La lettre d'information *Ensemble* et son blog permettent de vous informer des projets de tous les acteurs et partenaires des territoires. Toutes les collectivités franciliennes peuvent ainsi échanger sur leurs actions en faveur de la transition écologique, de la mobilité, des clients, de l'ancrage local et de la sécurité des réseaux.

Pour en savoir plus, une seule adresse : **ensemble-grdfidf.fr/**

1.3 Votre contrat de concession

GRDF est lié aux autorités concédantes par un contrat de concession qui précise les conditions d'exploitation du service public de la distribution de gaz et les engagements contractuels des deux parties pendant la durée du contrat.

Date d'entrée en vigueur du contrat : 24/01/1995

Durée d'application : 30 ans

A fin 2020, votre contrat de concession porte sur les 22 communes suivantes :

91027 - ATHIS-MONS	91589 - SAVIGNY-SUR-ORGE
91103 - BRETIGNY-SUR-ORGE	91600 - SOISY-SUR-SEINE
91191 - CROSNE	91657 - VIGNEUX-SUR-SEINE
91201 - DRAVEIL	91667 - VILLEMOSSE-SUR-ORGE
91216 - EPINAY-SUR-ORGE	91685 - VILLIERS-SUR-ORGE
91225 - ETIOLLES	91687 - VIRY-CHATILLON
91286 - GRIGNY	91691 - YERRES
91326 - JUVISY-SUR-ORGE	94001 - ABLON-SUR-SEINE
91434 - MORSANG-SUR-ORGE	94077 - VILLENEUVE-LE-ROI
91494 - LE PLESSIS-PATE	91421 - MONTGERON
91549 - SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	
91570 - SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	

Pour accéder aux informations détaillées du CRAC

Vous pouvez compléter votre lecture et votre analyse du CRAC en utilisant :

- le « Guide de lecture », lorsque vous voyez « Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020. ». Ce document est disponible sur le site GRDF.fr, à la rubrique Collectivités, ou à l'adresse suivante : https://docgaz.grdf.fr/2020/crac_2020_guide_de_lecture.pdf.
- la « Plateforme de Données Concession (PDC) », qui vous donne accès directement à toutes les données détaillées présentées dans le CRAC. Elle est accessible sur le site GRDF.fr via « Ma Concession Gaz ».



02 L'activité au quotidien

2.1	Les clients et leurs usages	16
2.2	Les services et les prestations	21
2.3	L'activité de comptage	23
2.4	L'écoute client	26
2.5	La chaîne d'intervention	32
2.6	La sécurité du réseau	37

2.1 Les clients et leurs usages

Les clients et les consommations sur la concession

GRDF achemine le gaz pour le compte de tous les fournisseurs agréés jusqu'aux points de livraison des clients consommateurs. Cette prestation d'acheminement est distincte de la vente réalisée par le fournisseur d'énergie.

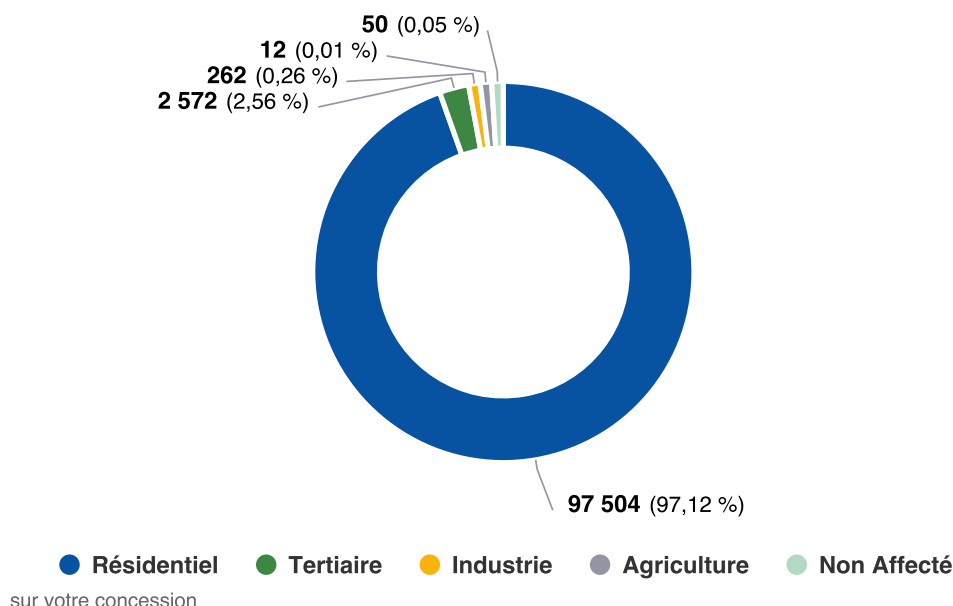


Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Les clients et la consommation par secteur d'activité

Le nombre de clients de la concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par secteur d'activité.

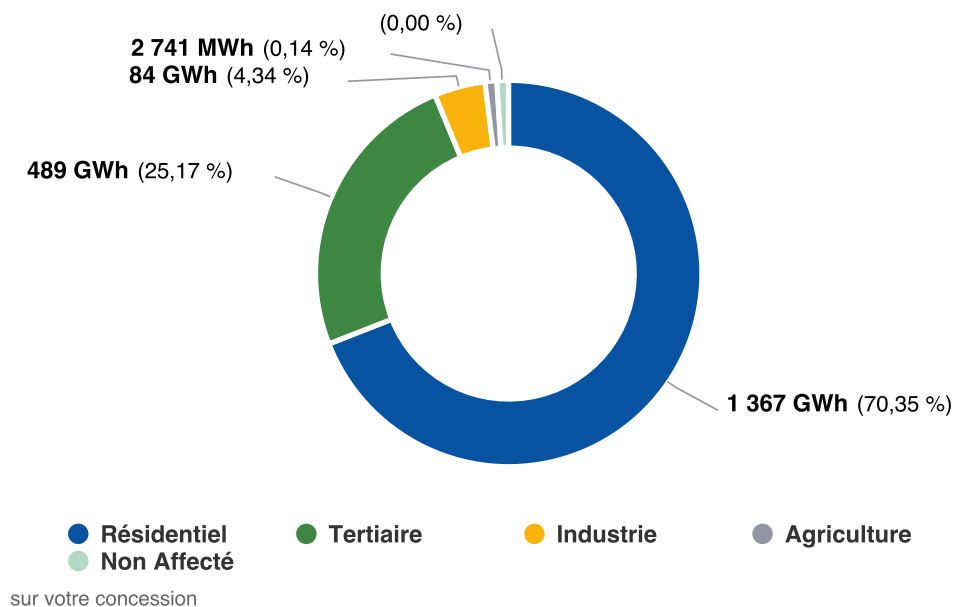
Répartition du nombre de clients par secteur d'activité en 2020



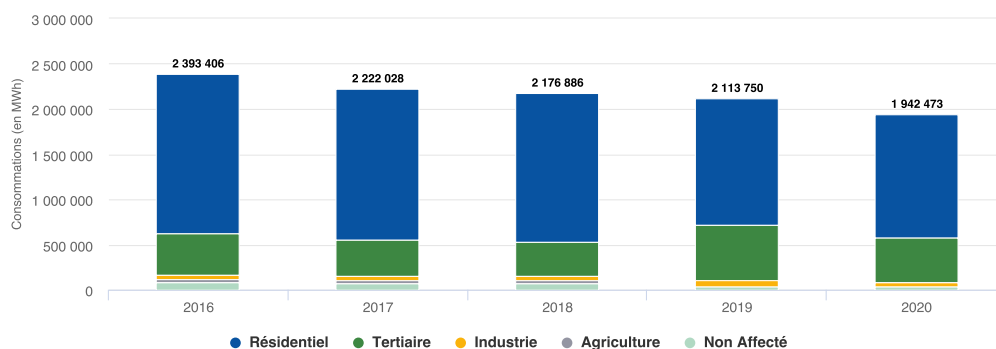
Évolution du nombre de clients par secteur d'activité

Une erreur est survenue lors de la création de ce graphique :
«Évolution du nombre de clients par secteur d'activité»
(n° 691)

Répartition des quantités acheminées par secteur d'activité en 2020



Évolution des quantités acheminées par secteur d'activité



Vous pouvez constater une évolution marquée des données du secteur tertiaire entre l'année 2018 et 2019 et les suivantes. Cette évolution n'indique pas un réel changement d'utilisation du gaz sur votre concession. Elle n'est en effet que le reflet d'un changement d'organisation de la base de données pour donner suite à l'évolution de la réglementation à ce sujet.

En effet, conformément aux évolutions prévues par l'article 179 de la loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV), la détermination du secteur d'activité des points de consommation gaz a évolué. Auparavant, les petits professionnels consommant moins de 300 MWh par an (ce qui correspond aux tarifs T1 et T2 en gaz) étaient considérés réglementairement comme relevant du secteur « résidentiel ». Pour donner suite à la publication du décret 2020-196 du 4 mars 2020 et de l'arrêté du 6 mars 2020, les fournisseurs d'énergie sont tenus de transmettre à GRDF le code NAF de tous leurs clients professionnels.

Ainsi, il est désormais possible de connaître :

- Avec plus de certitude le secteur d'activité des clients petits professionnels (clients T1 et T2) qui sont désormais déclinés en « tertiaire », « industrie » et « agricole »,
- Plus précisément le sous-secteur d'activité des entreprises (clients T3 et T4).

En résumé, le nombre de clients « résidentiel » (en grande majorité des clients T1 et T2) a mécaniquement tendance à diminuer au profit des secteurs « tertiaire », « industrie » et « agricole ». Le nouveau format des données a l'avantage d'être plus précis et riche en information.

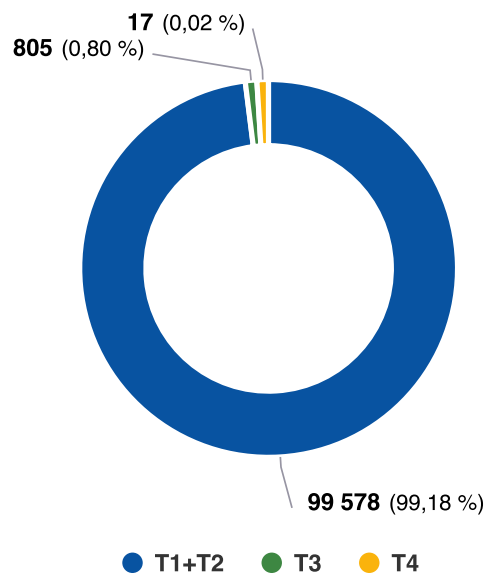
Par ailleurs, les informations concernant les codes NAF de chaque client gaz (remontées par les fournisseurs) participent à la détermination du secteur d'activité. Leur complétude augmentant avec la mise en place d'une procédure plus robuste, la qualité et la précision des données de consommation et de leur répartition par secteur est en train de s'améliorer, même si localement (pour certains secteurs), des discontinuités peuvent être remarquées.



Les clients et les consommations par tarif d'acheminement

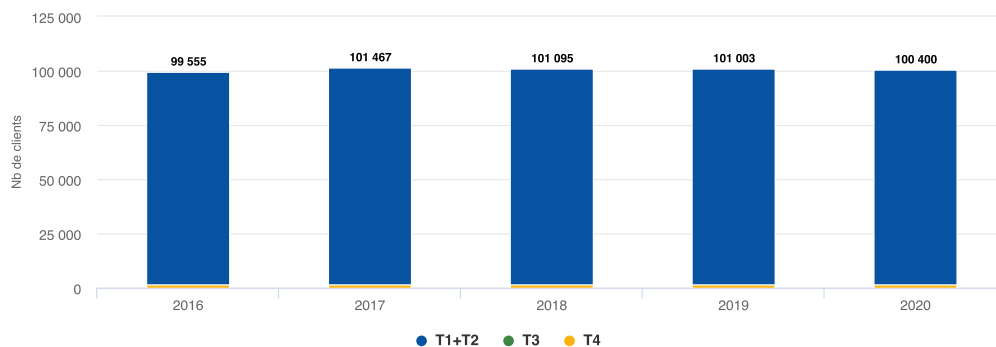
Le nombre de clients de la concession et les quantités de gaz acheminées vous sont présentés ici par tarif.

Répartition du nombre de clients par tarif en 2020



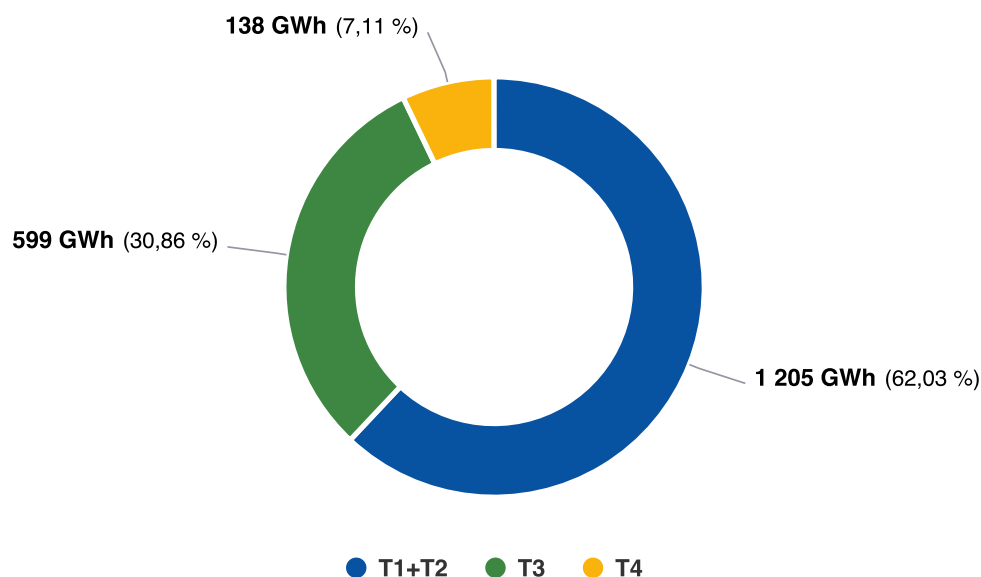
sur votre concession

Évolution du nombre de clients par tarif



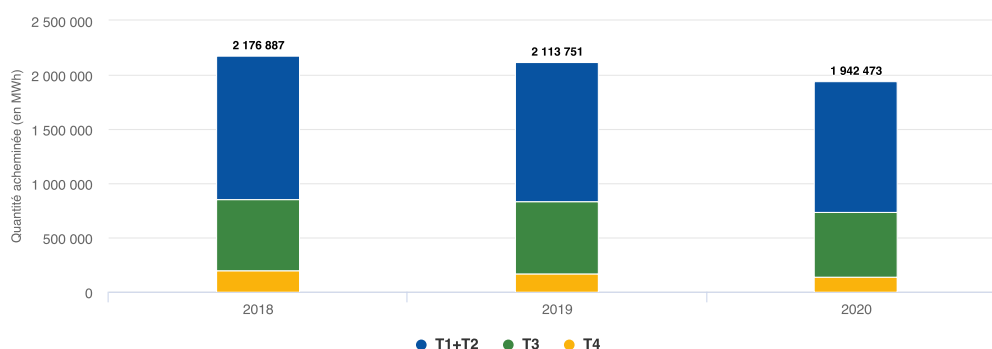
sur votre concession

Répartition des quantités acheminées par tarif en 2020



sur votre concession

Évolution des quantités acheminées par tarif



sur votre concession

L'efficacité énergétique du réseau

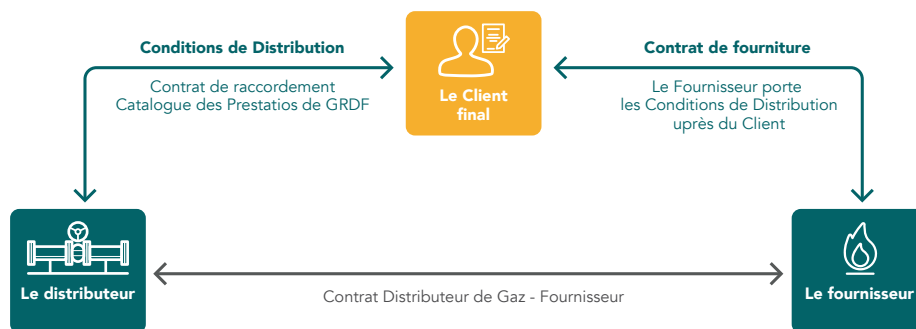
La sécurité du réseau et l'efficacité énergétique sont étroitement liées. Elles constituent deux priorités essentielles tant pour GRDF que pour les autorités concédantes. Les émissions de méthane sur les ouvrages concédés ont principalement pour origine les incidents et les dommages aux ouvrages causés par des tiers lors de réalisation de travaux à proximité d'un réseau de gaz.

GRDF observe l'évolution de ces émissions de méthane au niveau national. Ainsi, sur la période 2012-2020 on estime que les émissions fugitives ont baissé de 23%, grâce :

- d'une part, à l'ensemble des actions volontaires menées par GRDF et les pouvoirs publics sur la conception des réseaux, la modernisation de la cartographie et la sensibilisation des entreprises de travaux publics notamment,
- d'autre part, à des circonstances exceptionnelles : les reports de travaux dus aux élections municipales puis à la crise sanitaire ont permis de diminuer sensiblement les agressions de canalisations gaz par les entreprises de terrassement.

2.2 Les services et les prestations

Les prestations et services réalisés par GRDF sont définis dans le catalogue des prestations, lui-même fixé par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE). Le catalogue des prestations est consultable sur le site **grdf.fr**.



Les principales prestations réalisées

À la demande des clients ou des fournisseurs de gaz, GRDF réalise ainsi :

- des prestations intégrées dans le tarif d'acheminement (changement de fournisseur sans déplacement, intervention de sécurité et de dépannage, relevé cyclique, mise hors service suite à la résiliation du contrat de fourniture,...),
- des prestations payantes, facturées à l'acte ou périodiquement suivant leur nature (mise en service d'installations, modifications contractuelles, interventions pour impayés ou pour travaux, relevés spéciaux,...), identifiés dans le catalogue de prestations.

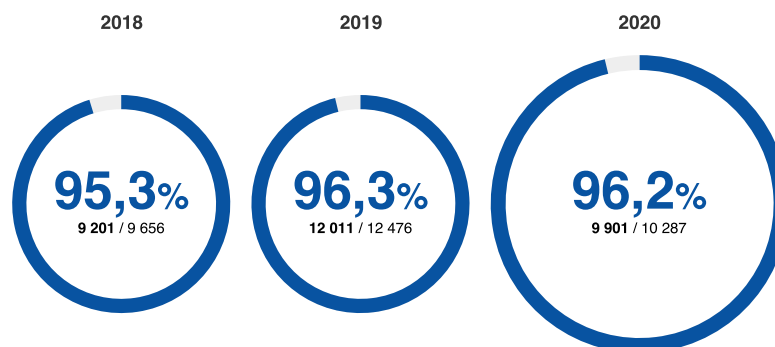
Les principales évolutions du catalogue des prestations 2020 publié le 1er janvier 2021 (disponible sur grdf.fr) ont porté sur la clarification et la mise en conformité réglementaire du catalogue des prestations, notamment dans le cadre de l'arrêté du 18 février 2018.

Principales demandes de prestations réalisées

	2018	2019	2020
Mise en service (avec ou sans déplacement, avec ou sans pose compteur)	10 061	11 050	8 649
Mise hors service (initiative client ou fournisseur)	5 966	6 459	5 397
Intervention pour impayés (coupure, prise de règlement, rétablissement)	811	586	586
Changement de fournisseur (avec ou sans déplacement)	5 333	8 131	7 172
Demande d'intervention urgente ou express par rapport au délai standard	510	551	336
Déplacement vain	299	334	243
1ère mise en service	517	523	479

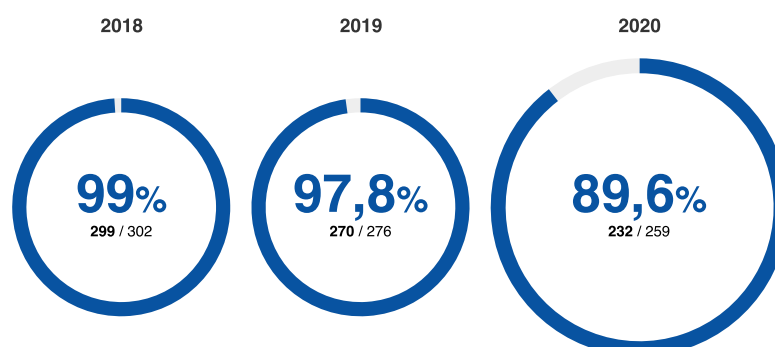
En 2020, sur votre concession, 479 premières mises en service clients ont été effectuées, correspondant à autant de raccordements suite à une demande fournisseur.

Taux de respect du délai catalogue des demandes reçues des fournisseurs



sur votre concession

Taux de raccordement dans les délais catalogue



sur votre concession

2.3 L'activité de comptage

Le relevé des compteurs

Le relevé des compteurs par GRDF est aujourd'hui séparé entre les consommateurs les plus importants (100 000 plus gros consommateurs, relevés à distance sur un rythme mensuel ou journalier), et le reste des clients (11 millions environ).



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

La qualité du relevé des comptages

Les indicateurs de mesure tiennent compte de l'arrivée des compteurs communicants, qui viennent améliorer le relevé du comptage, en particulier pour certains compteurs inaccessibles car situés dans le logement des clients.

Le « taux de relevés sur index réels télérelevés » est de 98,4% sur votre concession. Il correspond à la consolidation du télérelevé des nouveaux compteurs communicants.

Le « taux de relevés corrigés » est de 0,4% sur votre concession. Il correspond au nombre d'index corrigés rapporté au nombre de compteurs non communicants relevés.

Le « taux compteurs avec index lu au moins une fois dans l'année » est de 99% sur votre concession. Il correspond au nombre de compteurs dont l'index a pu être lu sur le nombre total de compteurs. Il concerne tous les compteurs actifs qu'ils soient communiquant ou non communiquant.

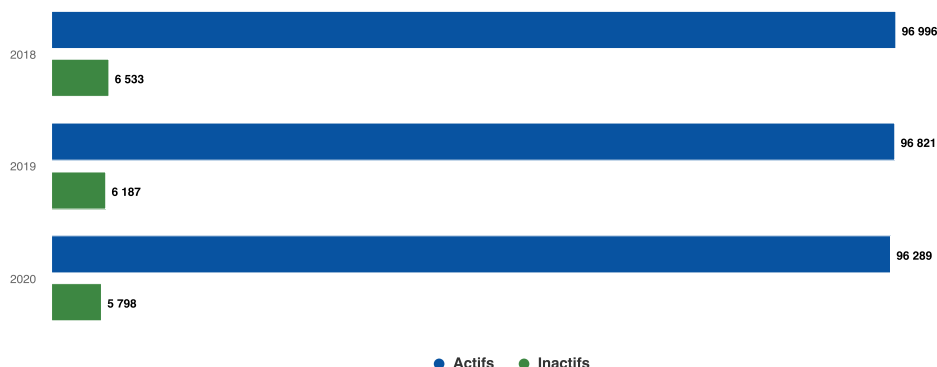
Ces indicateurs sont conçus pour rendre compte de la qualité du service de relevé, en cohérence avec le déploiement des compteurs communicants, qui constitueront l'essentiel du parc de compteurs d'ici 2024.

L'accessibilité des compteurs

La majorité des compteurs est accessible sans nécessiter la présence du client pour la relève. Dans le cas d'un compteur inaccessible, un rendez-vous client est nécessaire pour collecter l'index. Une annonce du passage du releveur est alors faite au préalable. Le client aura la possibilité, s'il ne peut pas être présent lors du passage du releveur, de fournir un auto-relevé qu'il pourra transmettre à GRDF.

En complément, et afin d'accompagner le client tout au long de son parcours de relève, GRDF a mis en place en 2020 un nouveau service consistant en l'envoi de SMS aux clients qui n'auraient pu être présents, leur permettant d'envoyer leur index en autorelevé.

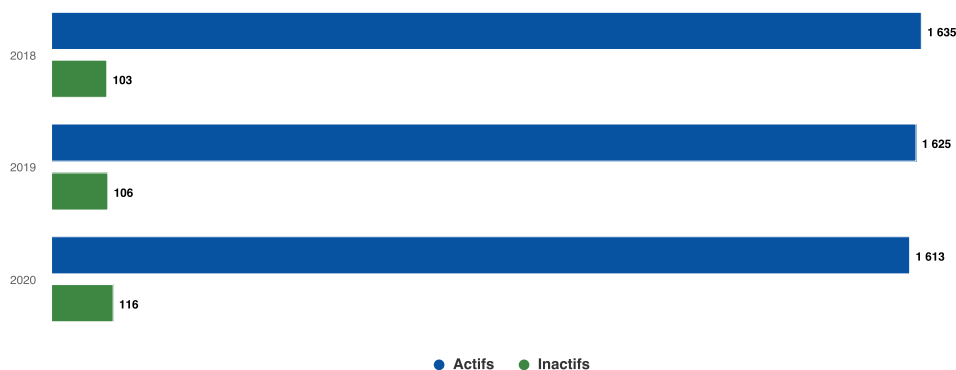
Évolution des compteurs domestiques accessibles et inaccessibles



sur votre concession

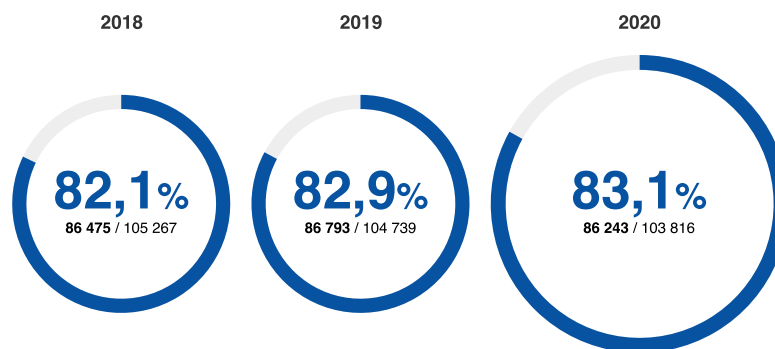
En 2020, sur votre concession le nombre de compteurs domestiques est de 102 087. En 2019, ce nombre était de 103 008 et de 103 529 en 2018.

Évolution des compteurs industriels actifs et inactifs



sur votre concession

Taux d'accessibilité des compteurs domestiques



sur votre concession

L'organisation du relevé des compteurs évolue avec l'arrivée des compteurs communicants gaz qui réduisent, au fil de leur déploiement, la volumétrie du relevé à pied et amènent des évolutions profondes dans le pilotage de la qualité du comptage.

Le compteur communicant gaz au service de la transition écologique des territoires

Le déploiement des compteurs communicants gaz a pour objectif majeur de permettre aux clients de bénéficier d'une meilleure connaissance de leurs consommations de gaz. Grâce au compteur communicant, les clients peuvent visualiser sur un espace personnalisé et sécurisé leur consommation quotidienne, la comprendre et ainsi entreprendre des actions de maîtrise de l'énergie. La réussite du projet, débuté à grande échelle en 2017 et qui se poursuivra jusqu'en 2023, passe également par la mobilisation des acteurs de l'écosystème de la maîtrise de l'énergie.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.



Depuis le début du déploiement, 65 858 compteurs communicants ont été installés sur votre concession dont 14 662 en 2020. Sur votre concession, 27 concentrateurs ont été installés dont 3 en 2020.

Le 1 500 000^{ème} dispositif de comptage communicant a été posé sur la région Ile-de-France. Le niveau de couverture radio atteint désormais 95% sur l'ensemble de la région. L'avancement du déploiement reste conforme avec la trajectoire prévisionnelle. La crise sanitaire rencontrée en 2020, qui se poursuit sur l'année 2021, n'a pas d'impact significatif sur l'avancement du projet.

2.4 L'écoute client

Le Service Client GRDF

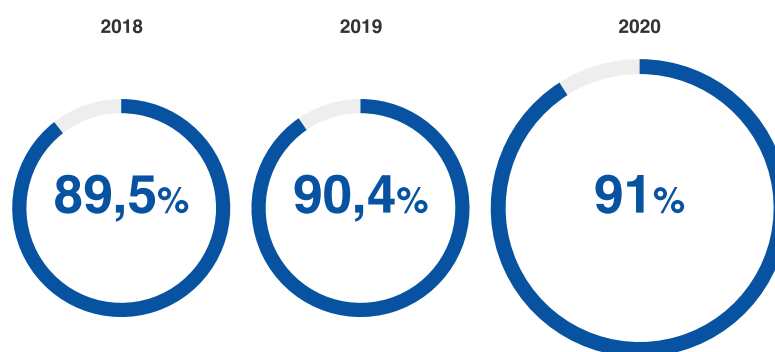
Le Service Client GRDF traite l'ensemble des appels (hors urgence sécurité gaz) concernant la demande de raccordement et le conseil en matière de solutions gaz. Il est dédié à tous les clients, promoteurs, partenaires et fournisseurs. Contactez nos conseillers du lundi au vendredi de 8h à 17h.



126 951

APPELS TOUS MOTIFS CONFONDUS SUR VOTRE RÉGION GRDF

Taux d'accessibilité du Service Client GRDF



sur votre région GRDF

Satisfaction des collectivités locales

Propriétaires du réseau, les collectivités locales jouent un rôle majeur dans la distribution du gaz sur le territoire. C'est pourquoi chaque année GRDF les sollicite pour connaître leur niveau de satisfaction. Au premier trimestre 2021, 1 823 élus et fonctionnaires territoriaux ont pris part à l'enquête, soit autant de répondants que pour l'enquête précédente malgré le contexte difficile que nous connaissons, preuve de l'importance du sujet de l'énergie pour les territoires.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Satisfaction des clients particuliers et professionnels

Un dispositif dématérialisé d'enquêtes de satisfaction est actif depuis 2015. Il permet, via des questionnaires en ligne, la mesure « à chaud » de la satisfaction des clients sur les différentes prestations de GRDF.

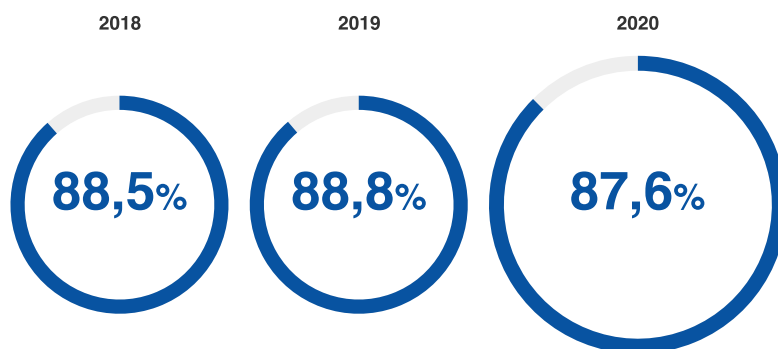


Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

95% des
collectivités
réaffirment leur
satisfaction à
GRDF

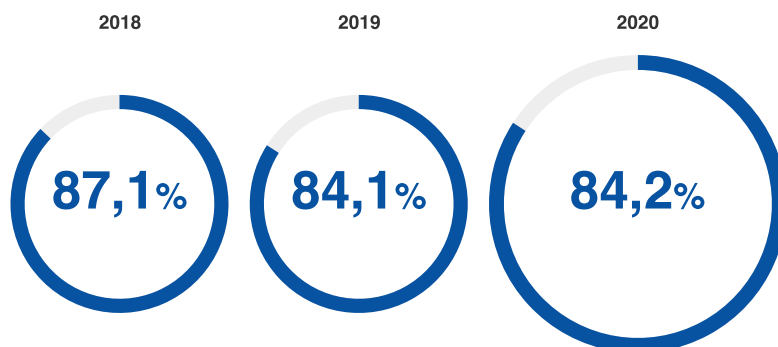
90% de
satisfaction,
objectif du projet
d'entreprise GRDF

Taux de satisfaction des particuliers lors d'un raccordement (avec ou sans extension) - hors collectif



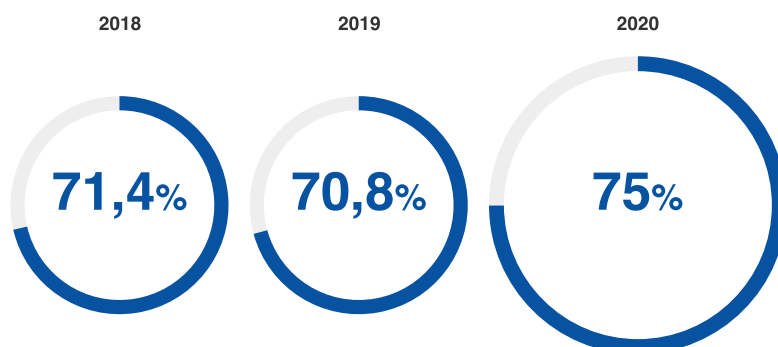
sur votre région GRDF

Taux de satisfaction des particuliers lors d'une mise en service avec intervention



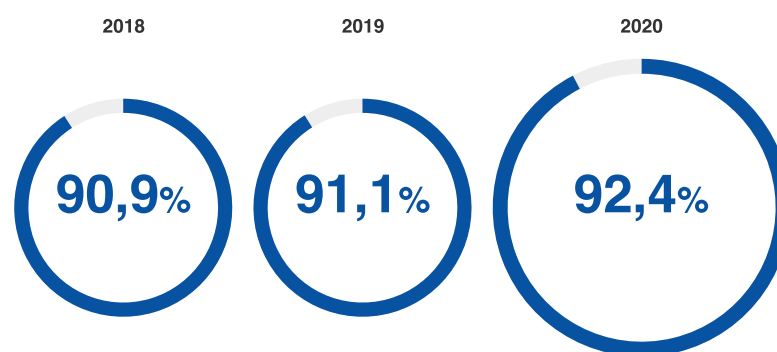
sur votre région GRDF

Taux de satisfaction des particuliers pour l'accueil distributeur



sur votre région GRDF

Taux de satisfaction des particuliers et professionnels pour l'accueil dépannage gaz / exploitation maintenance



sur votre région GRDF



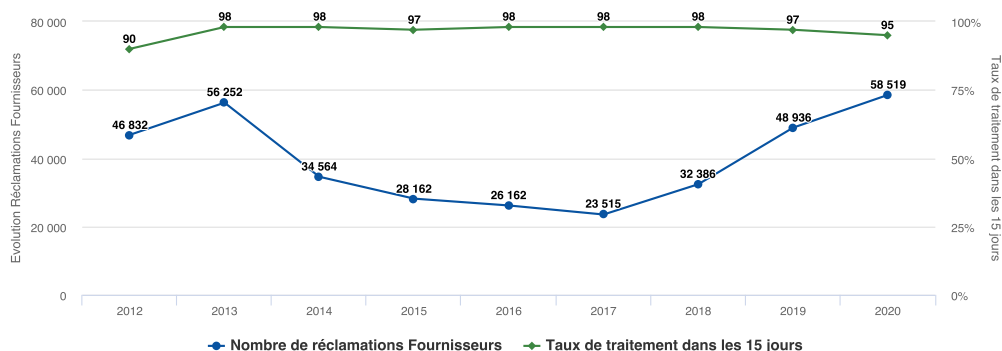
La gestion des réclamations émises par les fournisseurs pour le compte des clients

Après une baisse continue du nombre de réclamations émises par les fournisseurs pour le compte des clients depuis l'ouverture des marchés et jusqu'en 2017, les années 2018-2020 sont marquées par une augmentation des réclamations.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Évolution des réclamations Fournisseurs



En 2020 sur votre région GRDF, le taux de réponse aux réclamations fournisseurs courantes dans les 15 jours atteint 97,1%.

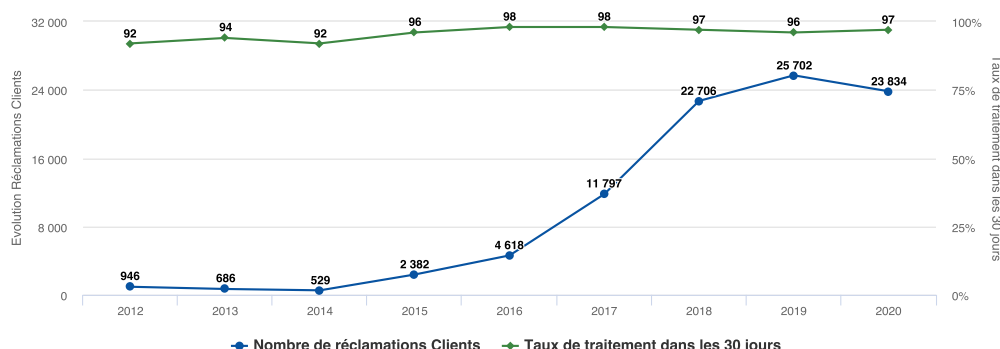
La gestion des réclamations directement émises par les clients

Les réclamations émises directement par les clients ont été en forte augmentation ces dernières années, cette évolution de la volumétrie des réclamations est la résultante de deux phénomènes :

- Une tendance générale et progressive depuis 2014 pour trois raisons :
 - GRDF est plus connu des clients et ceux-ci l'interpellent directement sans passer par leur fournisseur d'énergie,
 - GRDF a fait évoluer son Service Client en simplifiant et structurant son dispositif téléphonique et en modernisant son site grdf.fr où les contacts pour des demandes ou des réclamations y sont facilités. Le client est également mieux informé et mieux guidé dans son parcours réclamations,
 - Enfin, une meilleure qualification des réclamations dans les outils de collecte permet d'en fiabiliser le dénombrement (de nouvelles actions de sensibilisation de l'ensemble des acteurs ont d'ailleurs été réalisées en 2020).
- Une intensification depuis 2018 du déploiement des compteurs communicants dont la généralisation a été initiée en 2017, comme évoqué ci-dessus.

Les délais de traitement de ces réclamations sont en amélioration avec près de 97% de réponses apportées en moins de 30 jours.

Évolution des réclamations client

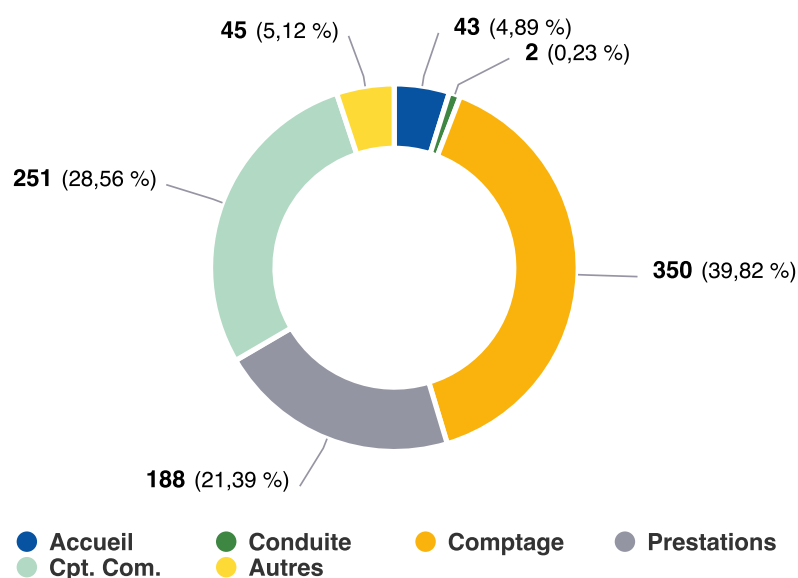


Les réclamations sur votre concession

Les réclamations émises par les clients se répartissent en plusieurs catégories :

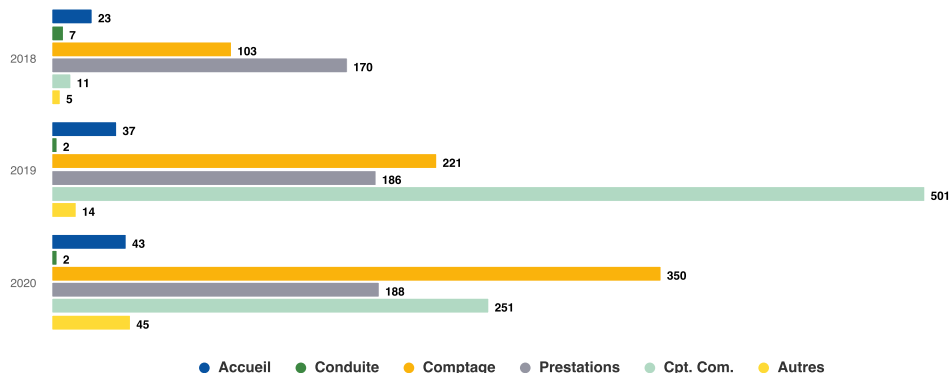
- « Accueil » : accueil acheminement, livraison / gestion des demandes,
- « Conduite » : conduite et surveillance du réseau,
- « Comptage » : données de comptage (hors pose de compteur communicant),
- « Prestations » : gestion et réalisation des prestations,
- « Cpt. Com. » : opérations de pose des compteurs communicants,
- « Autres ».

Répartition des motifs de réclamations en 2020



sur votre concession

Evolution du nombre de réclamations par motif



sur votre concession

En 2020, le nombre total de réclamations sur votre concession est de 879. Ce nombre total était de 961 en 2019, et de 319 en 2018.

En 2020 sur votre concession, le taux de réponse sous 30 jours aux réclamations (tous émetteurs confondus) s'élève à 96,6%.

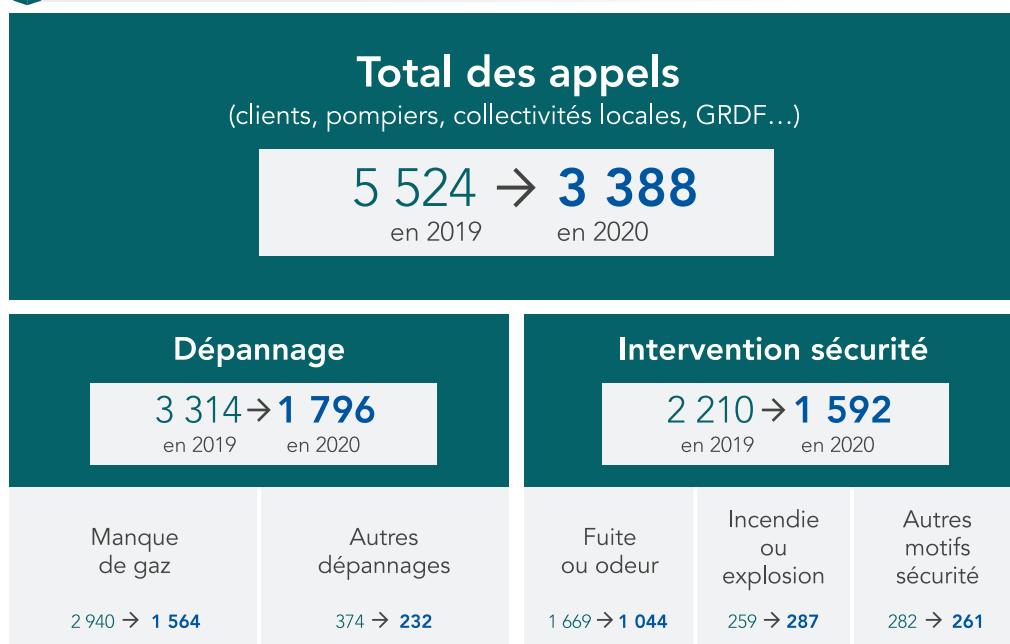
2.5 La chaîne d'intervention

Les appels sur votre concession

Les appels reçus sont répartis en « interventions de sécurité gaz » (fuites ou odeurs de gaz, incendies, explosions ou autres motifs de sécurité) et en « dépannages gaz » (manque de gaz et autres dépannages).



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.



Les interventions de sécurité

Le délai d'intervention de sécurité suite à appel de tiers pour odeur de gaz fait l'objet d'un engagement dans le Contrat de Service Public signé avec l'État. Une attention particulière est apportée au suivi des interventions de sécurité.

Sur votre département, le taux d'intervention avec une arrivée sur les lieux de l'incident en moins de 60 minutes est de 99,5%.

Les incidents sur votre concession

Les tableaux ci-après rassemblent l'ensemble des incidents ou anomalies survenus sur le territoire de votre concession, ainsi que leur répartition par nature, par siège, par cause et par type d'ouvrage.

Nombre total d'incidents

1 864 → 1 386
en 2019 en 2020

Incidents, par nature

Manque de gaz ou défaut pression sans fuite	Fuite de gaz sans incendie ni explosion	Incendie et/ou explosion	Autres natures
348 → 314	1 239 → 775	96 → 139	181 → 158

Incidents, par siège du défaut

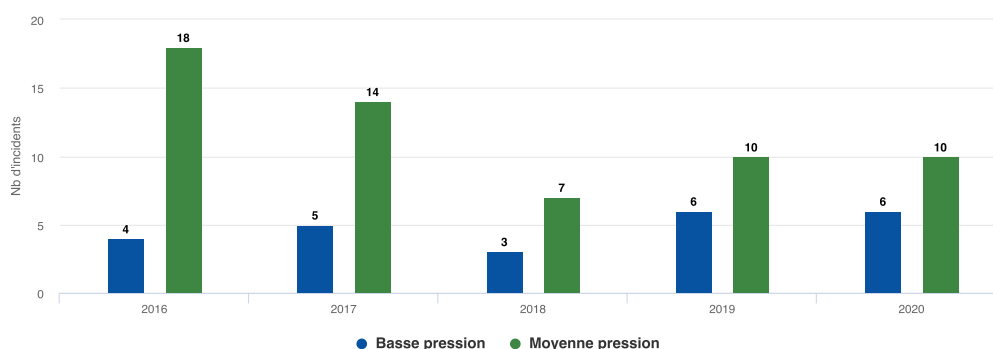
Installations intérieures desservies par GRDF	Ouvrages exploités par GRDF	Autres sièges
373 → 296	1 393 → 959	98 → 131

Incidents sur ouvrages exploités par GRDF, par type d'ouvrage		Incidents sur ouvrages exploités par GRDF, par cause de l'incident	
Réseau	Branchement individuel ou collectif	Dommages	Défaut de mise en œuvre
17 → 18	884 → 651	98 → 72	131 → 98
CI, CM et branchement particulier	Poste de détente et protection cathodique	Défaillance d'installations à proximité	Incendie
390 → 208	8 → 8	1 → 0	6 → 6
Autres ouvrages exploités par GRDF		Environnement	Matériel
94 → 74		28 → 22	1 128 → 761

Clients concernés par une interruption de livraison suite à un incident

3 791 → 1 974

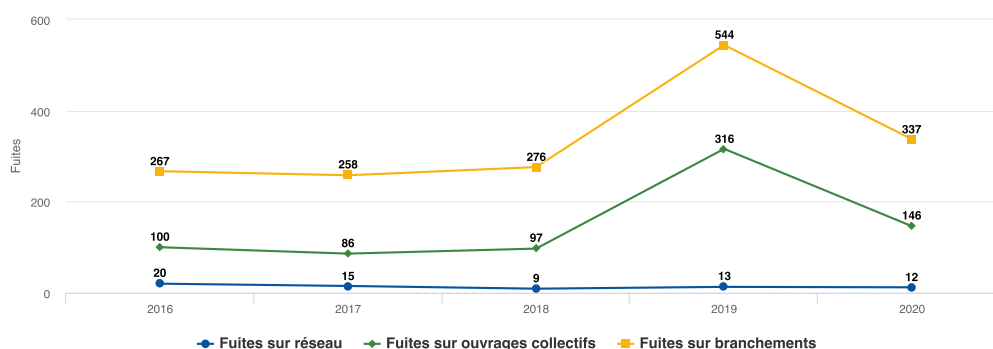
Répartition des incidents sur le réseau par pression



sur votre concession

Certains incidents répertoriés sont liés à des fuites de gaz. En 2020, les incidents ayant pour origine une fuite se répartissent comme suit :

Évolution des fuites par type d'ouvrage



sur votre concession

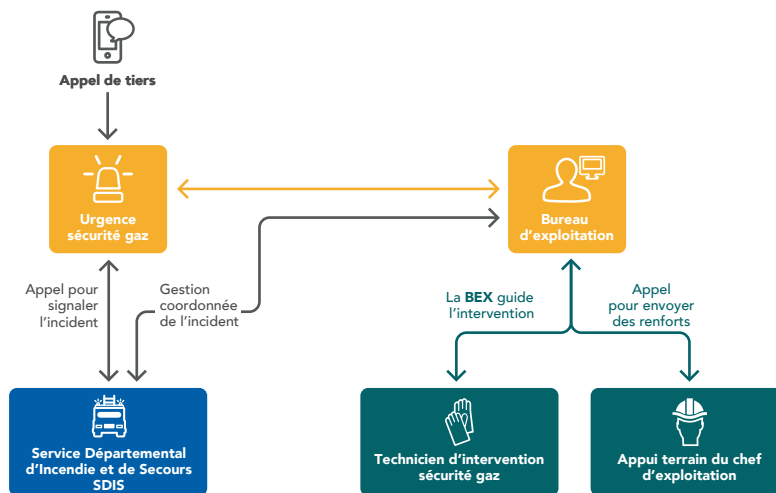
Les incidents significatifs sur les ouvrages exploités par GRDF

Un incident est dit « significatif » ou « majeur » lorsqu'il entraîne :

- une coupure de la distribution de gaz pour au moins 500 clients,
- et/ou au moins une victime.

La Procédure Gaz Renforcée (PGR)

Déclenchée lors d'incidents spécifiques, la Procédure Gaz Renforcée se distingue des procédures d'intervention gaz classiques. L'objectif de la PGR est d'améliorer l'efficacité des interventions liées au gaz, notamment grâce à une coordination renforcée entre Sapeurs-Pompiers du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) et exploitants du réseau gaz. La PGR représente 2% des interventions de sécurité.



En 2020 sur votre concession, 15 Procédures Gaz Renforcées ont été réalisées sur un total de 1 592 interventions de sécurité gaz.

Le délai d'interruption du flux gazeux

Le suivi du « délai d'interruption du flux gazeux » en cas de fuite traitée en Procédure Gaz Renforcée sur la voie publique permet de mesurer à la fois l'efficacité de l'organisation, des moyens engagés et des décisions prises, et la qualité de la maintenance des robinets de sectionnement. Il comptabilise le temps écoulé entre l'appel du client et l'arrêt effectif du flux gazeux sur les lieux de l'incident.

Sur votre département, le délai d'interruption du flux gazeux est de 65 minutes.

Plan Origaz : le plan d'organisation et d'intervention gaz

GRDF a adopté un plan d'organisation et d'intervention, appelé Plan Origaz, permettant de prendre rapidement les mesures nécessaires pour limiter les répercussions, pour les personnes ou les biens, d'un événement important concernant la distribution du gaz.

Le Chef d'Exploitation du Bureau d'Exploitation (BEX) assure la conduite du réseau sur un territoire donné, dirige toutes les opérations et actions lors des incidents. Il organise ainsi les moyens pour assurer la sécurité des personnes et des biens en coopération avec les opérateurs présents sur le terrain et en coordination avec les services de secours.

InfoCoupure

GRDF met à disposition de ses clients « InfoCoupure », un service gratuit disponible 7j/7 et 24h/24 sur le site infocoupure.grdf.fr.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

2.6 La sécurité du réseau

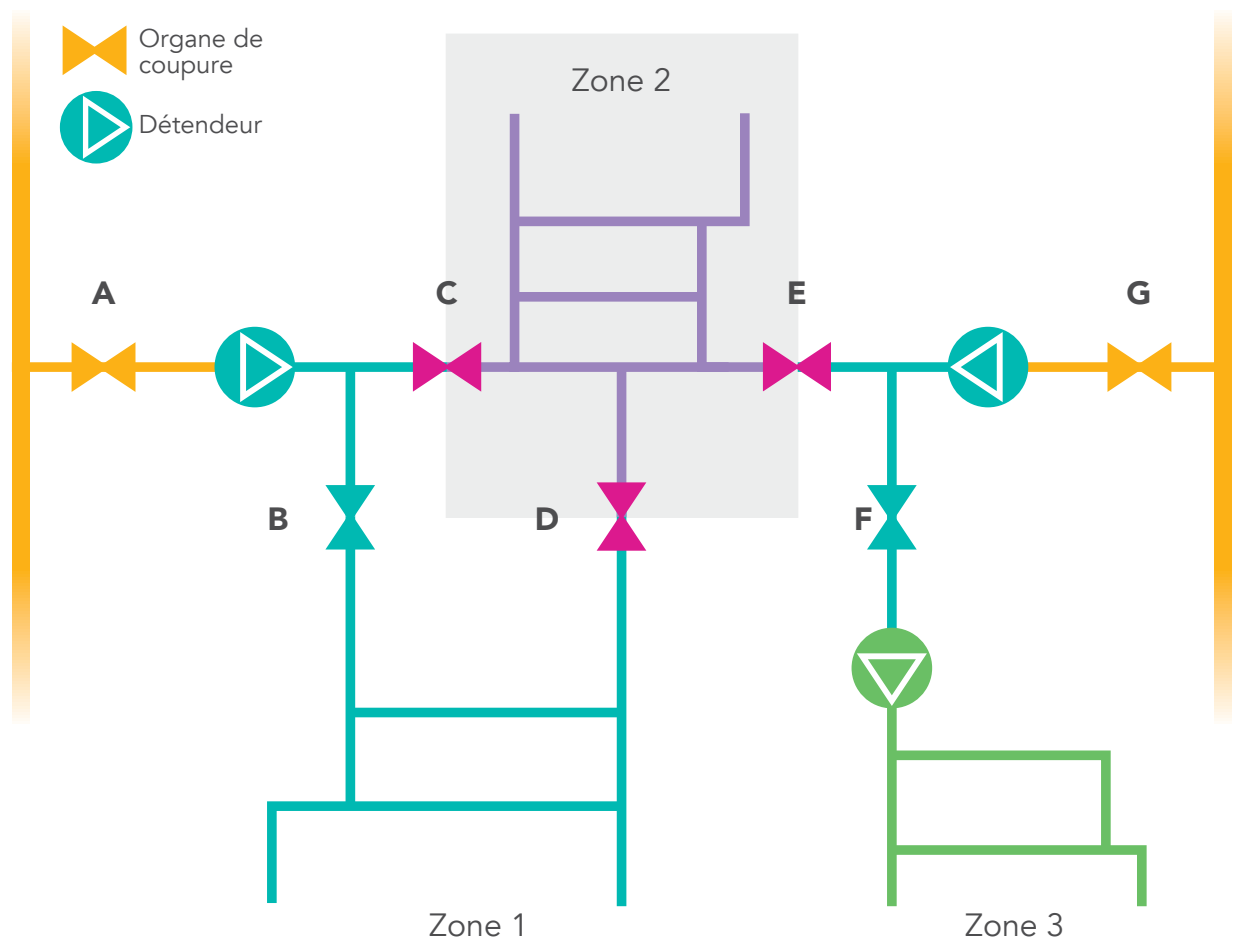
Le schéma de vannage

Le schéma de vannage permet d'interrompre rapidement et efficacement l'alimentation en gaz lors d'incidents ou de travaux, et de limiter le nombre de clients coupés. Il définit le nombre et le positionnement des organes de coupure (vannes ou robinets) sur le réseau.

Au niveau national, GRDF a investi en 2020, 14 millions d'euros de travaux d'optimisation des schémas de vannage (insertion d'organes de coupure sur des secteurs insuffisamment pourvus, suppression des superflus, travaux de structure du réseau...). Environ 115 000 organes de coupure sont exploités et entretenus sur les réseaux enterrés.

GRDF est en cours d'équipement, sur les postes de détente réseau les plus importants et les postes d'injection de biométhane, de dispositifs de télésurveillance permettant d'identifier les dysfonctionnements en temps réel.

Le schéma suivant est une illustration synthétique d'un schéma de vannage. En fermant les organes de coupure C, D et E, il est possible d'isoler la zone 2, tout en conservant l'alimentation du reste du réseau.



L'organisation du réseau est progressivement réalisée selon les principes représentés dans le schéma ci-dessus :

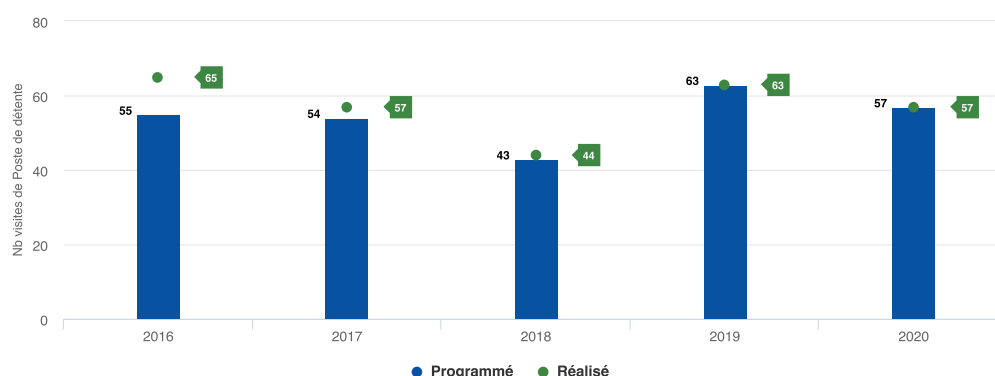
- Des artères principales, en acier ou en polyéthylène, relient les postes de desserte transport/distribution (entre les points A et G). Ces artères sont maillées et séparables par des robinets (C et E) qui permettent d'isoler un tronçon, en cas de besoin, en limitant l'impact d'une coupure pour les clients (maximum 1500 clients coupés) ainsi que le temps de décompression : **c'est le schéma de vannage** ; Depuis quelques années, des postes d'injection Biométhane sont raccordés sur ces artères principales afin d'alimenter le réseau en gaz vert.
- Des réseaux tertiaires (antenne B, D et F) en MPB sont raccordés au réseau secondaire desservant l'ensemble des clients des zones 1 et 3 ; Chaque antenne tertiaire est isolable en cas de besoin par la fermeture d'un robinet (F) entraînant la coupure de 500 clients maximum.
- Des réseaux BP (zone 3) en ilot ou maillés sont alimentés par un ou plusieurs postes de détente MPB/BP ; ils sont raccordés sur le réseau secondaire ou tertiaire MPB.

Au fur et à mesure des renouvellements de réseau BP par du réseau MPB, la structuration du réseau se poursuit selon ces principes.

La politique de maintenance et de surveillance

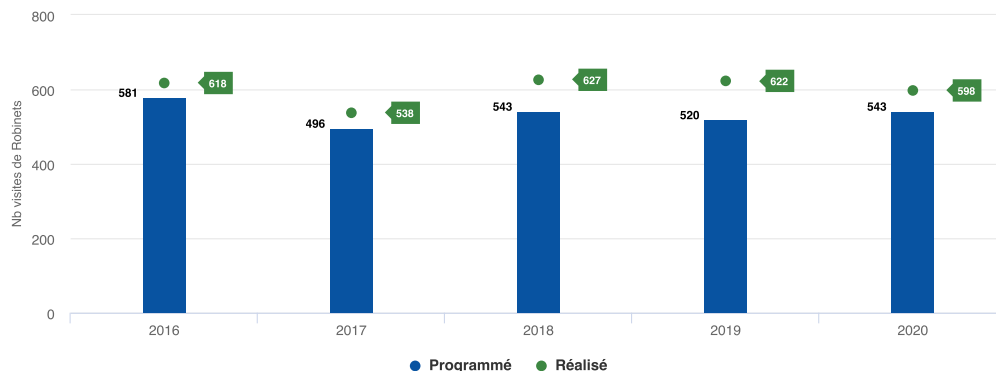
La maintenance, qu'elle soit préventive ou corrective, vise à s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages dans la durée, prévenir les incidents par une intervention ciblée et corriger d'éventuelles anomalies ou défaillances constatées. GRDF définit une politique de maintenance pluriannuelle à l'échelle nationale, spécifique par type d'ouvrage et revue régulièrement en fonction des constats réalisés. Au total environ 80 gammes de maintenance sont appliquées.

Visites de maintenance des postes de détente réseau



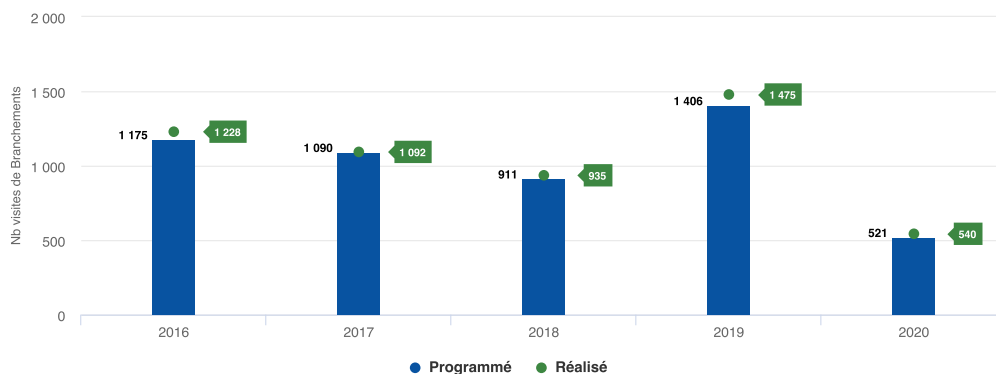
sur votre concession

Visites de maintenance des robinets de réseau



sur votre concession

Visites de maintenance des branchements collectifs



sur votre concession

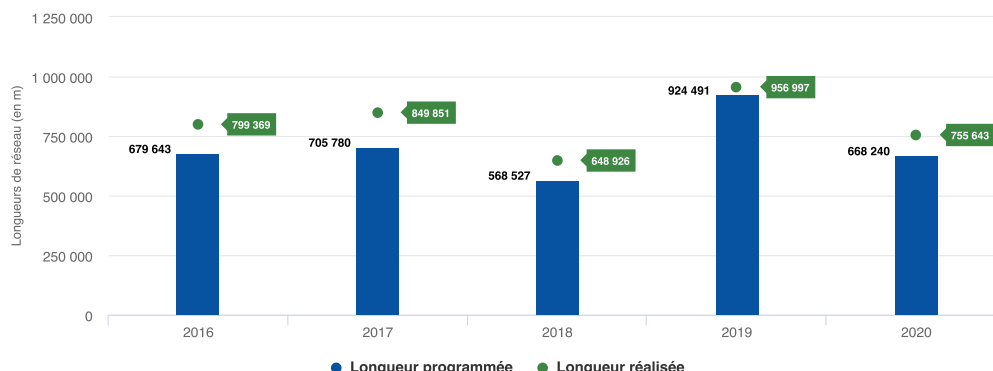
La surveillance systématique du réseau

La Recherche Systématique de Fuite (RSF) s'effectue soit à l'aide de Véhicules de Surveillance Réseau (VSR) équipés de capteurs de méthane, soit à pied pour les canalisations situées dans des passages non accessibles aux véhicules. En cas de présence suspecte de méthane, le technicien procède à des analyses et peut faire appel à une équipe d'intervention via l'Urgence Sécurité Gaz.

La périodicité de surveillance dépend de deux facteurs :

- les caractéristiques du réseau (nature, pression),
- l'environnement du réseau (densité de population, présence de travaux tiers, terrain...).

Longueur de réseau surveillé programmé et réalisé



sur votre concession

La sécurité des installations intérieures

Les installations de distribution de gaz situées à l'intérieur des habitations sont placées sous la responsabilité de l'occupant du logement. Elles ne font pas partie du domaine concédé. Environ 97% des incidents en France liés au gaz trouvent leur origine sur cette partie des installations.

En complément de la réglementation existante, GRDF mène une politique de prévention fondée sur :

- la réalisation d'actions de communication sur la sécurité des installations, à destination des utilisateurs,
- la proposition aux particuliers d'un « Diagnostic Sécurité Gaz » sur les installations intérieures remises en service après une interruption de plus de 6 mois, dont le coût est pris en charge par GRDF.

En 2020, sur votre concession :

- 396 diagnostics ont été réalisés suite à l'accord du client,
- 12 situations de danger - grave et immédiat - ont été mises en évidence nécessitant une interruption de la fourniture de gaz, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.



Les opérations spécifiques pour nos clients les plus fragiles : CIVIGAZ

La précarité énergétique et la sécurité dégradée des installations gaz sont souvent liées. Ainsi, CIVIGAZ est une opération spécifique visant à promouvoir la sécurité des installations intérieures gaz de même que les éco-gestes permettant de réduire les consommations d'énergie et d'eau.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

7 territoires
concernés en
2019/2020

La vérification des dispositifs de comptage

Conformément à la réglementation et indépendamment des éventuelles demandes des clients, GRDF procède à la vérification des dispositifs de comptage. La périodicité de vérification dépend de la technologie des compteurs.

Dépose et Pose des Compteurs

Type de compteur	Périodicité	2018	2019	2020
Compteurs domestiques à soufflets	20 ans	1 026	18 224	4 568
Compteurs industriels à soufflets	15 ans	79	95	57
Compteurs industriels à pistons rotatifs ou de vitesse	5 ans	109	95	127

Le réglementation anti-endommagement et son évolution

Le cadre réglementaire anti-endommagement est applicable depuis le 1er juillet 2012. Il concerne tous les intervenants des chantiers. Il est constitué d'un ensemble de mesures ayant pour objectif de renforcer la sécurité, de la conception des projets à la réalisation des travaux à proximité des ouvrages enterrés ou aériens.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

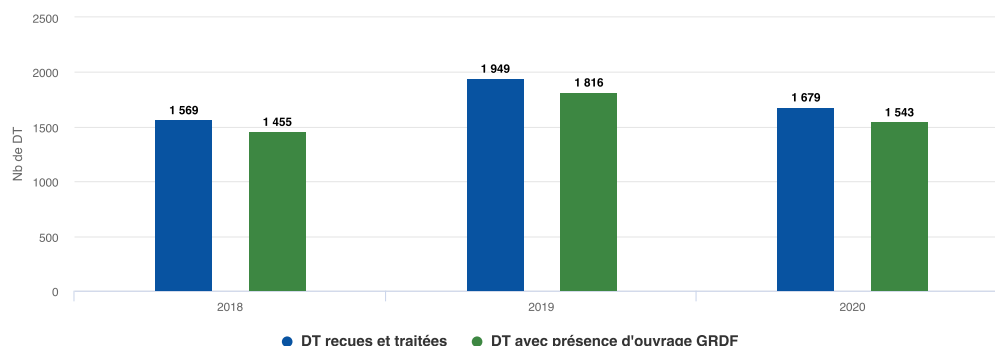
Le suivi des travaux de tiers sur votre concession

GRDF traite l'ensemble des déclarations de travaux référencées via le Guichet Unique de téléservice de l'Ineris : les DT (Déclarations de projet de Travaux) réalisées par les responsables de projet, les DICT (Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux) ou les Déclarations conjointes DT-DICT adressées par les exécutants de travaux, dans les délais réglementaires.



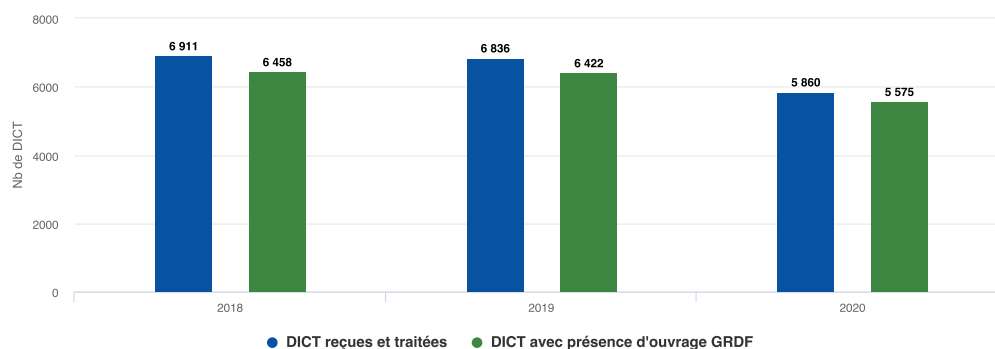
Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Évolution des Déclarations de Travaux



sur votre concession

Évolution des Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux



sur votre concession

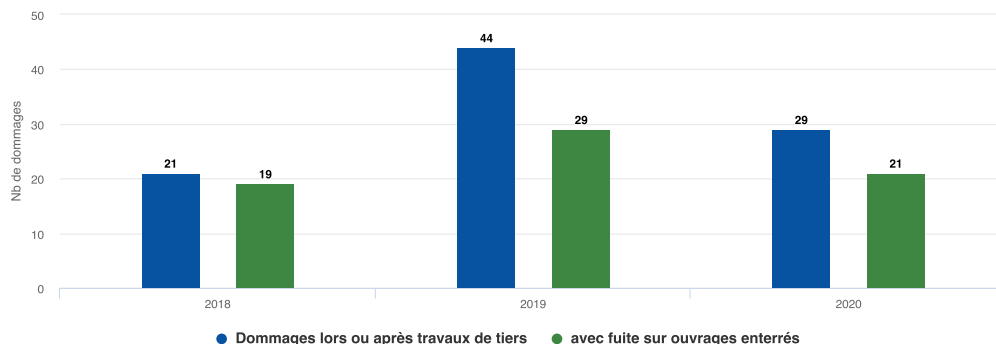
Les dommages aux ouvrages

Les dommages aux ouvrages lors de travaux de tiers provoquent des incidents sur le réseau de distribution de gaz avec ou sans interruption de fourniture pour les clients.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Evolution du nombre de dommages aux ouvrages



sur votre concession

Dommages

	2018	2019	2020
Nb de dommages lors ou après travaux de tiers avec fuite sur ouvrages enterrés	19	29	21
Nb de DICT sur ouvrages GRDF	6 458	6 422	5 575
Taux*	0,29%	0,45%	0,38%

* Le taux correspond au nombre de « Dommages lors ou après travaux de tiers avec fuite sur ouvrages enterrés » sur le nombre de « DICT avec présence d'ouvrage GRDF ».

Le rôle fondamental des collectivités dans la prévention des endommagements de réseaux

Pour prévenir les risques lors de l'exécution des grands travaux urbains et continuer la dynamique de réduction des dommages, les opérateurs de réseaux sensibles, sous l'égide de l'observatoire Ile-de-France des risques travaux sur réseaux, ont mis en place un dispositif de prévention et de sensibilisation des acteurs, nommé Balises de Sécurité 2018-2024 (BS24). Cette action, portée sur le territoire francilien, permet de sensibiliser et mobiliser les collectivités locales dans la lutte contre les endommagements. A ce jour, 956 communes franciliennes ont été informées du dispositif BS24, dont l'ensemble des communes desservies en gaz.

Les premières collectivités concernées sont les communes qui ont une forte activité travaux ou/et un taux d'endommagements rapporté à 100 DICT⁽¹⁾ trop élevé. Initialement, 140 communes ont été pressenties, puis des demandes ont fait évoluer ce nombre vers 200. Le dispositif BS24 est aussi déployé à toutes les collectivités qui en feraient la demande. Des EPCI, depuis peu, sont rentrés dans le dispositif.

L'équipe en charge du déploiement du dispositif est au contact régulier des collectivités. Les directeurs des services techniques et responsables de la voirie sont les premiers interlocuteurs de ce dispositif. Au fur et à mesure de la présentation du dispositif aux interlocuteurs, la collectivité prend conscience de ce que peuvent représenter les conséquences d'un endommagement sur le réseau de gaz, au-delà de l'insatisfaction des clients. Elle prend aussi conscience de son rôle dans cette prévention. La réponse

et l'implication des communes dans ce dispositif sont variées : certaines prennent connaissance du dispositif lorsque d'autres s'impliquent en profondeur dans son déploiement. Cependant, toutes les communes témoignent de la pertinence des actions. Elles ont d'ailleurs été initialement mises au point par la commune de Vitry-sur-Seine. La ville de Drancy a ensuite testé et approuvé le dispositif avant son déploiement en Ile-de-France. Enfin, il est souvent mentionné que les propos des opérateurs de réseaux, dans le portage de ce dispositif, sont souvent « *justes et appropriés* », en écho au langage des collectivités. Les syndicats d'énergie (Sigeif, SIPPEREC, SDESM, SEY78, SMDEGTVO), regroupés au sein du Pôle Energie, soutiennent également ce projet. On pourra citer, par exemple, les nombreuses communications du Sigeif en soutien du dispositif BS24.

La réglementation anti-endommagement est déclinée dans les collectivités auprès des maîtrises d'ouvrages et des gestionnaires de l'espace public, comme des exploitants de réseaux et des entreprises de travaux. Le soutien de la collectivité et des élus dans le déploiement de la démarche BS24 repose sur deux compétences : la gestion de l'espace public et la maîtrise d'ouvrage. Le déploiement de la démarche est porté par les services techniques. GRDF met également à disposition un accès internet permettant aux élus et aux services techniques des collectivités franciliennes de prendre connaissance du suivi et des résultats de BS24.

En 2020, le déploiement de la démarche a été ralenti par la crise sanitaire et par les élections municipales. Les actions menées par GRDF auprès des collectivités ont, depuis 2018, permis de déployer BS24 dans 161 communes franciliennes. Les résultats sont là. On observe une baisse des endommagements des réseaux gaz sur les communes sensibilisées, représentant plus de 150 endommagements évités depuis 2018, bien au-delà de la baisse des travaux. Enfin, BS24 démontre que la prise de conscience et l'engagement collectif permettent de réduire les risques humains et matériels lors des chantiers.

⁽¹⁾ Déclaration d'Intention de Commencer des Travaux

REÇU EN PREFECTURE

le 27/10/2021

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20211020-2021_32-DE

REÇU EN PREFECTURE

le 27/10/2021

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20211020-2021_32-DE

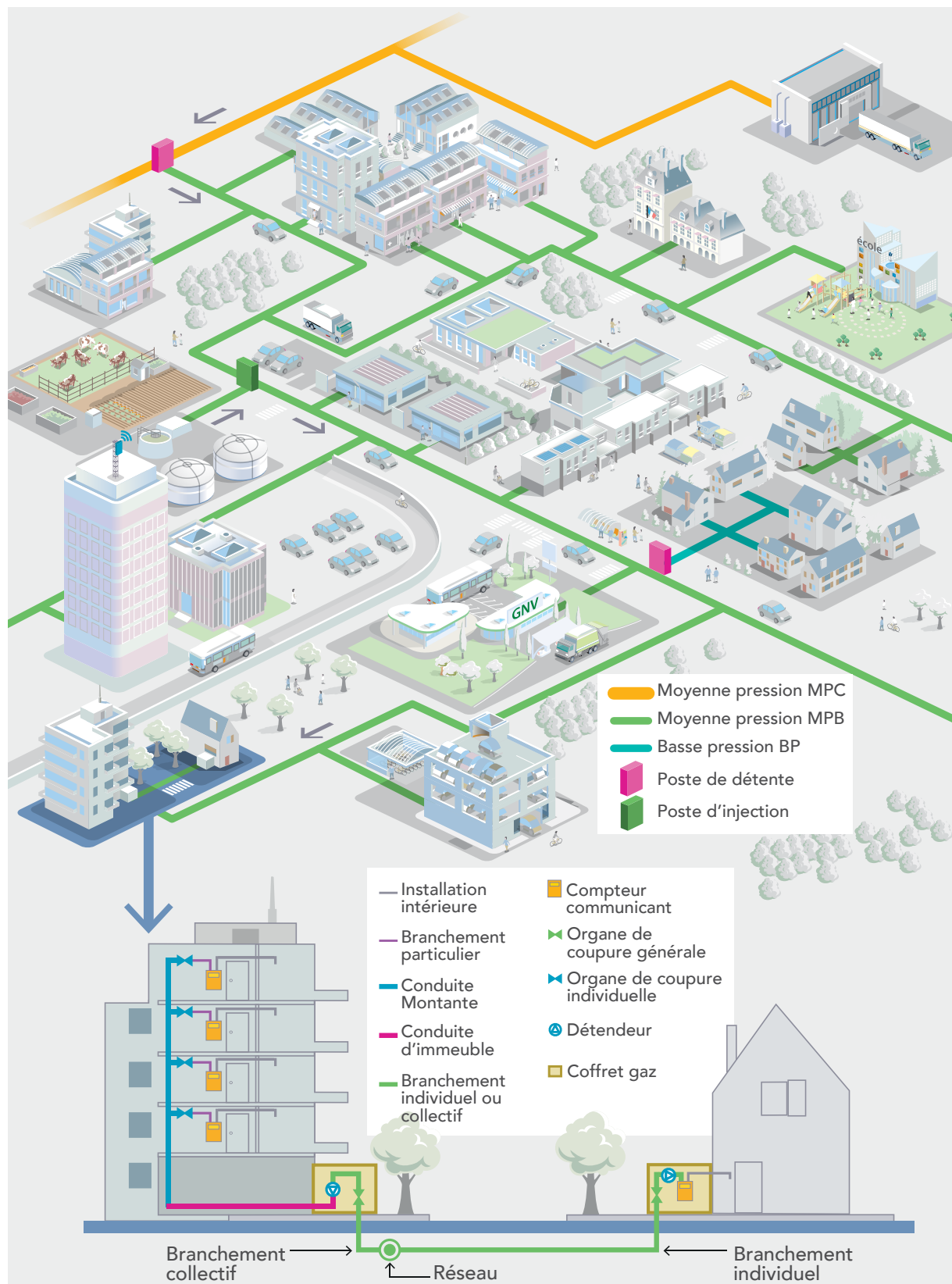


03

Le patrimoine de votre concession

3.1	Vos ouvrages	48
3.2	Les chantiers	55
3.3	Les investissements	57
3.4	La valorisation de votre patrimoine	63

3.1 Vos ouvrages



Sur le réseau de distribution de gaz géré par GRDF sont connectés à fin d'année 2020 près de 5,8 millions de branchements individuels qui alimentent des maisons, des chaufferies collectives et des sites tertiaires et industriels, ainsi que 850 000 branchements collectifs d'immeubles reliant 5,2 millions d'appartements. 96% de ce réseau est constitué de Moyenne Pression type B (MPB, pression $\geq 0,4$ bar).

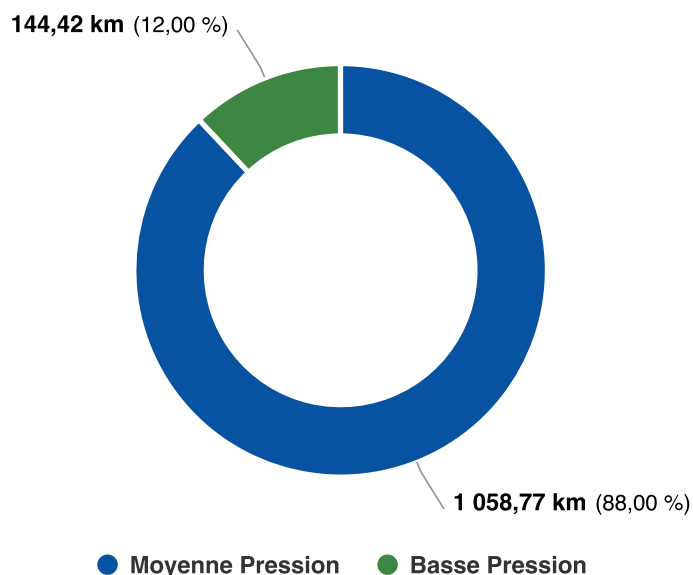
L'inventaire des canalisations

L'inventaire des canalisations par type de pression

Le patrimoine de votre collectivité est composé de canalisations en basse et moyenne pression. Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

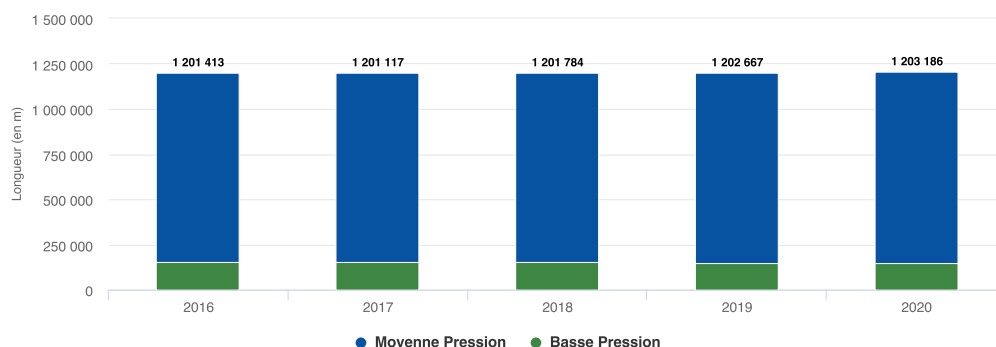
- la répartition de ces ouvrages par pression, pour l'année 2020,
- l'historique de la répartition par pression, sur les 5 dernières années.

Répartition des canalisations par pression en 2020



sur votre concession

Évolution des canalisations par pression



sur votre concession

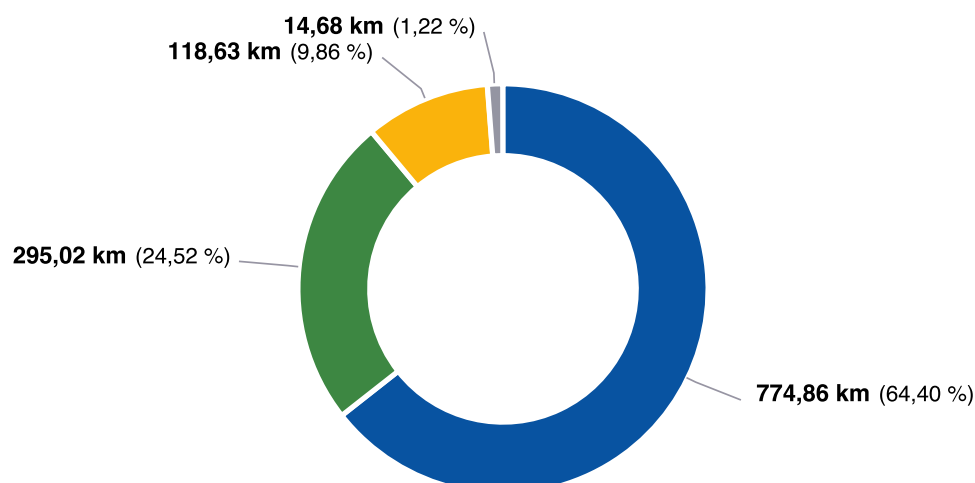
L'inventaire des canalisations par type de matière

Le patrimoine de votre collectivité est composé de canalisations de différentes matières.

Retrouvez ici, à l'échelle de votre concession :

- la répartition de ces ouvrages par matière sur l'année 2020,
- l'historique de la répartition par matière sur les 5 dernières années.

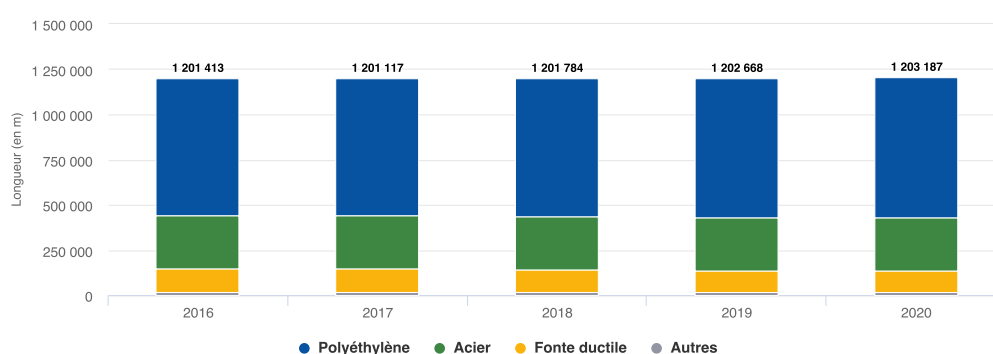
Répartition des canalisations par matière en 2020



● Polyéthylène ● Acier ● Fonte ductile ● Autres

sur votre concession

Évolution des canalisations par matière



● Polyéthylène ● Acier ● Fonte ductile ● Autres

sur votre concession

L'inventaire des ouvrages

Retrouvez ci-dessous l'inventaire du patrimoine de votre concession par type d'ouvrage.
Les données sont affichées en nombre d'ouvrages.

Inventaire des ouvrages

	2018	2019	2020
Postes de détente réseau	115	115	115
Robinetts de réseau	1 093	1 077	1 069
Branchements collectifs	6 276	6 300	6 218



L'amélioration de la cartographie du réseau de gaz

Les classes de précision

La réglementation « anti-endommagement » fixe des classes de précision (A, B et C), associées à la cartographie des réseaux. Elle précise également les modalités de réponse aux déclarations de travaux par les exploitants et les mesures de prévention des dommages sur les chantiers. GRDF classe en A (précision maximale) les réseaux neufs et renouvelés, améliore la précision cartographique des réseaux posés avant 2012 vers la Classe A (arrêté du 15 février 2012 modifié) et la complétude des branchements en cartographie « Grande Echelle » (arrêté du 13 juillet 2000).

Sur votre concession, le taux de réseau en précision cartographique classe A sur les réseaux neufs et renouvelés est proche de 100%.

La mise à jour de la cartographie

GRDF met à jour sa cartographie en continu, notamment après des travaux de pose et de renouvellement d'ouvrages gaz ou à l'occasion d'actions correctives. Il améliore sa cartographie en poursuivant une démarche de géoréférencement des fonds de plans « Grande Échelle ».

En 2020, sur votre concession 459 actes de mise à jour de la cartographie ont été réalisés.

La démarche d'inventaire complémentaire des ouvrages

GRDF a réalisé de 2004 à 2009 un inventaire de ses branchements collectifs en utilisant un référentiel unique et commun à toutes ses entités : ce référentiel a été appelé « Référentiel d'Inventaire d'Ouvrages » (RIO).



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Pour préparer les évolutions réglementaires, l'Agence Cartographie et Patrimoine de GRDF Ile de France a décliné au sein de son agence deux grands chantiers nationaux visant à améliorer la précision de la cartographie :

- Le projet « classe A » : initié en 2016, le projet consiste à qualifier, depuis le bureau, la classification des réseaux à partir des informations présentes sur les plans (cotation, fond de plan...).
- Le report de branchement : il consiste à reporter en cartographie grande échelle 15 000 branchements par an pendant 10 ans.

En 2020, GRDF a démarré un nouveau projet permettant l'amélioration de la cartographie des réseaux gaz en « position incertaine » vers une classe A. Dans certains cas de position incertaine, les éléments présents sur le fond de plan ne permettent pas de donner de classe de sensibilité. Le projet vise à faire, par une visite terrain, une géo-détection pour permettre cette classification. Ce projet est complémentaire au projet classe A.

Pour plus d'informations sur la mise en œuvre de la réglementation anti-endommagement, vous pouvez vous adresser à votre interlocuteur local GRDF.

La mise à disposition des données cartographiques du réseau est une attente régulièrement exprimée par les collectivités locales. C'est pourquoi, vous avez la possibilité d'accéder à la cartographie de votre réseau gaz sur votre portail Ma Concession Gaz (<https://monespace.grdf.fr/monespace>).

L'indice de connaissance du patrimoine

Le patrimoine de la distribution de gaz est en constante évolution. La connaissance de ce patrimoine est assurée par l'inventaire technique et l'inventaire comptable mis à jour en permanence pour garantir cohérence et exhaustivité.

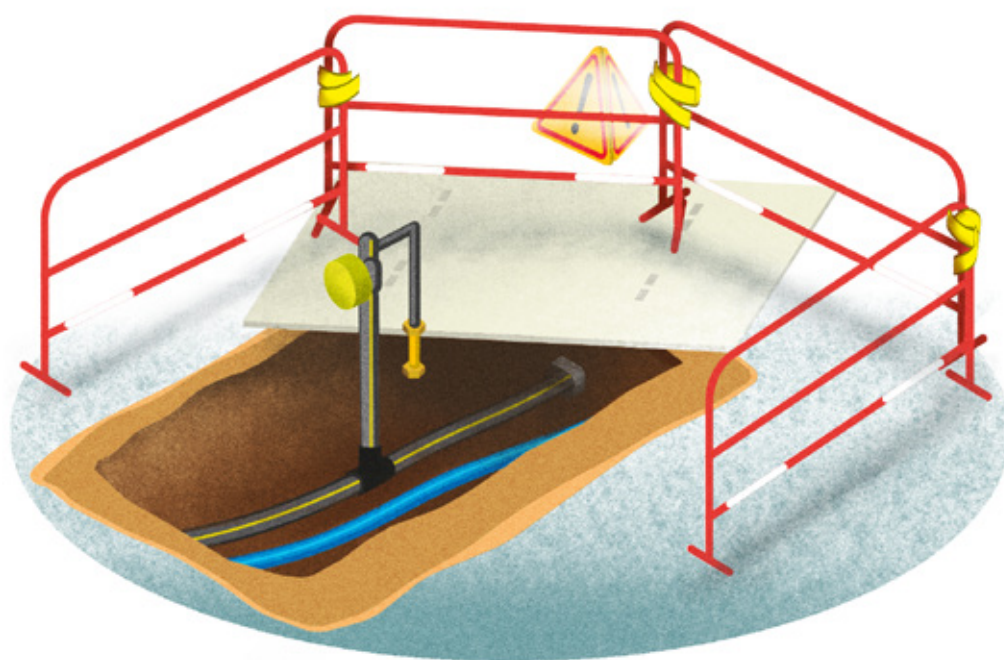
Pour mesurer et objectiver le niveau de connaissance du patrimoine, GRDF a mis en place l'indice de connaissance du patrimoine à la maille contractuelle depuis 2016. L'indice est constitué de sous-indicateurs répartis en trois catégories (inventaire, cartographie et autres éléments de connaissance et de gestion). Ce système de mesure permet d'évaluer la progression de la connaissance du patrimoine au fil des années.

Au national en 2020, l'indice de connaissance du patrimoine est de 89.

Voici le détail de l'indice de connaissance du patrimoine à l'échelle de notre concession.

Indice de connaissance du patrimoine

N°	Sous-indicateur	Pts max	Gradation	Note 2020
1	Existence d'un inventaire des réseaux et procédure de mise à jour	10	Binaire	10
2	Connaissance des matériaux et diamètre dans le système d'information géographique (SIG)	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	5
3	Connaissance de l'année de pose des ouvrages dans le SIG	5	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	5
4	Connaissance des branchements individuels (report sur le plan)	5	0 à 25% : 0 point, >25% : Progressif	2
5	Taux de cohérence entre GMAO (gestion de la maintenance) et la base des immobilisations pour le nombre de branchements collectifs	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
6	Connaissance des branchements collectifs (report sur plan)	5	0 à 25% : 0 point, >25% : Progressif	2
7	Connaissance des ouvrages d'immeuble collectif (nombre de CI/CM, longueur, matériau, nombre de branchements particuliers, année de pose, pression)	10	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	10
8	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (stock)	5	0 à 80% : 0 point, >80% : Progressif	4
9	Taux de cohérence entre la base des immobilisations et le SIG sur la longueur de réseau (flux)	3	0 à 90% : 0 point, >90% : Progressif	2
10	Taux de cohérence entre SIG et GMAO pour le nombre de vannes	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
11	Taux de cohérence entre SIG et GMAO pour les postes de détente réseau et poste d'injection biométhane	4	0 à 50% : 0 point, >50% : Progressif	4
12	Existence d'une cartographie numérisée et procédure de mise à jour	5	Binaire	5
13	Taux de plans grande échelle géoréférencés	10	Progressif	10
14	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (stock)	5	Progressif	5
15	Longueur de réseau avec le réseau porté en classe A (flux) (tolérance de 0,5% en cas d'opérations en cours de vérification)	5	Binaire	5
16	Mise à disposition, dans le portail Ma Concession Gaz, de données patrimoniales informatisées sur le périmètre de votre concession	10	Binaire	10
17	Existence d'une modélisation pour l'exploitation et la conception des réseaux	5	Binaire	5
TOTAL		100		92



3.2 Les chantiers

La politique d'investissement de GRDF

Les investissements réalisés en concession par GRDF se décomposent en trois grandes familles, selon leur degré de prévisibilité : les investissements de raccordements et de transition écologique, les modifications d'ouvrages à la demande de tiers et les investissements d'adaptation et de modernisation des ouvrages.

Les principaux chantiers sur votre territoire

Les chantiers de raccordements et de transition écologique

Ces travaux concernent :

- les raccordements de nouveaux clients et de stations GNV,
- les investissements liés au développement du biométhane (raccordement des unités de production, renforcements, maillages, ...).

Les demandes de raccordement varient en fonction de nombreux facteurs externes tels que le dynamisme immobilier local, la conjoncture économique ou les réglementations.

Pour les projets d'extension du réseau de gaz, la réglementation prévoit la réalisation d'une étude technico-économique appelée « B sur I » (Bénéfice sur Investissement). Ainsi, conformément à la réglementation et au contrat de concession, le concessionnaire réalise à ses frais les travaux de développement du réseau dès lors que le critère de décision des investissements « B sur I », défini par l'arrêté du 28 juillet 2008, est au moins égal à zéro.

En 2020, ces travaux ont représenté 2,12 km sur votre réseau.

Raccordements et transition écologique	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
EPINAY-SUR-ORGE - RUE DE LA DIVISION LECLERC	500 m	0	7
SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS - AVENUE DE LA RESISTANCE	263 m	0	1
ATHIS-MONS - ZAC BORD DE SEINE	261 m	0	0
DRAVEIL - RUE VICTOR HUGO	224 m	0	18
ATHIS-MONS - RUE JACQUELINE AURIOL	220 m	0	1
ATHIS-MONS - AVENUE DE L'EUROPE	116 m	2	9
EPINAY-SUR-ORGE - RUE DE PETIT VAUX	86 m	1	1
BRETIGNY-SUR-ORGE - CHEMIN DU BOIS BADEAU	76 m	0	2

Les principaux chantiers de modification d'ouvrages à la demande de tiers

Dans la grande majorité des cas, les demandes de modification des ouvrages sont à l'initiative des collectivités. Ainsi GRDF peut être amené à déplacer des ouvrages, soit lors de grands projets urbains, soit à la suite de modifications sur le réseau de transport de gaz ou bien encore à la demande d'autres occupants du sous-sol, d'aménageurs ou de clients finals.



Les chantiers d'adaptation et de modernisation des ouvrages

Les investissements d'adaptation et de modernisation des ouvrages sont centrés sur l'optimisation des actifs au profit de la sécurité, du respect de la réglementation, de la continuité d'acheminement et du développement durable. Ils regroupent les investissements de structure (optimisation des schémas de vannage, restructurations et renforcements de réseau) et les investissements de modernisation.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

En 2020, GRDF a modernisé 2,15 km de votre réseau.

Adaptation et modernisation des ouvrages	Longueur	Brch. Coll.	Brch. Ind.
JUVISY-SUR-ORGE - RUE DES ACACIAS	633 m	1	47
MONTGERON - RUE ARISTIDE BRIAND	490 m	0	27
MONTGERON - RUE DE MAINVILLE	352 m	0	26
ATHIS-MONS - RUE DAGOBERT	175 m	0	11
ATHIS-MONS - RUE DU DOCTEUR CALMETTE	160 m	2	14
SAVIGNY-SUR-ORGE - RUE HENRI DUNANT	136 m	2	3
MONTGERON - CHEMIN DU DESSOUS DES VIGNES DU NOUZET	112 m	0	11
CROSNE - RUE DE PAMPELUNE	37 m	0	1

Le contrôle de la conformité des travaux

La conformité des travaux réalisés par les prestataires de GRDF est garantie par la mise en œuvre d'une démarche de contrôle au fil de l'eau sur un échantillon très représentatif des chantiers (plus de 40%).



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

3.3 Les investissements

Une politique d'investissement nationale déclinée dans votre concession

L'une des missions essentielles du distributeur de gaz est de définir la politique d'investissement et de développement des réseaux de distribution de gaz (articles L. 111-61 et L. 432-8 du Code de l'énergie).



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Au niveau national, GRDF a maintenu un haut niveau d'investissement de 917 M€ en 2020, malgré l'impact significatif de la crise sanitaire.

Près du tiers des investissements totaux est consacré à la modification, l'adaptation et la modernisation des ouvrages. La moitié est dédiée aux investissements liés aux raccordements, à la transition écologique et aux compteurs communicants. Les autres investissements concernent les comptages (hors compteurs communicants), les investissements logistiques et le système d'information.

Les investissements devraient continuer à augmenter lors des trois prochaines années avec la poursuite du déploiement des compteurs communicants et le développement du biométhane.

Les investissements prévus dans le tarif ATRD6

Sur la période 2020-2023, la CRE a retenu l'intégralité des prévisions d'investissements demandées par GRDF. A l'instar de la période tarifaire précédente, les montants d'investissements prévisionnels augmentent significativement, portés par la poursuite du déploiement des compteurs communicants (dont l'achèvement est attendu en 2023), le raccordement de sites d'injection de biométhane, ainsi que l'adaptation et la modernisation des ouvrages. Les mécanismes de régulation incitative, mis en place dans le cadre de l'ATRD5, sont maintenus. Ils ont pour objectif d'encourager GRDF à la maîtrise de ses investissements sans compromettre la réalisation des ouvrages nécessaires à l'exploitation et à la sécurité. Sur la période ATRD6, GRDF prévoit de consacrer en moyenne plus de 340 millions d'euros par an aux travaux de modification, d'adaptation et de modernisation des ouvrages.



Les clés de lecture pour comprendre les tableaux d'investissements

GRDF prévoit ses investissements en fonction de la finalité de ceux-ci (raccordements et transition écologique, modification d'ouvrages, adaptation et modernisation des ouvrages...) et non par famille de biens (canalisations, branchements, postes de détente...). Cependant pour plus de visibilité, les investissements réalisés à l'échelle de votre concession sont présentés ci-après selon ces deux approches.

- Les mises en service dans l'année (immobilisations)
- Le flux de dépenses de l'année (décaissements)

Les investissements mis en service dans l'année

Ils correspondent à la valeur totale des biens mis en service en 2020. Ils sont présentés en 3 grandes familles :

- Les « Ouvrages réseau et branchements », qui comprennent les canalisations réseau, les branchements et ouvrages en immeuble ainsi que les ouvrages qui leur sont directement associés (postes de détente réseau, protection cathodique, dispositifs de protection de branchements, protections mécaniques de canalisation, etc...),
- Les « Ouvrages interface utilisateurs », qui comprennent les dispositifs de comptage, postes de livraison clients et installations de télérelevé, ainsi que les postes d'injection de biométhane,
- Les « Autres biens mutualisés », qui correspondent à la quote-part des investissements réalisés sur les biens utiles à plusieurs concessions (véhicules, immobilier, outillage, projets informatiques...).

Cette présentation, adoptée dans le CRAC 2020, permet de mieux distinguer les investissements de GRDF au périmètre de votre concession, selon la fonction remplie par les biens concernés au sein de l'activité de distribution. Elle est également utilisée dans les tableaux présentant les investissements mis en service, la valorisation du patrimoine et l'origine de financement des biens, ainsi que les charges d'investissements.

Les investissements en flux de dépenses de l'année

Ils correspondent au montant effectivement dépensé (décaissé) sur une année.

Les deux approches sont complémentaires et sont équivalentes en moyenne sur une période longue.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Les deux tableaux ci-après présentent des synthèses de restitution des investissements :

- le premier tableau des mises en service dans l'année par famille de biens,
- le second tableau du flux de dépenses de l'année par finalité.

Vous retrouverez le détail de ces informations pour chaque catégorie de biens sur la « Plateforme de Données Concessions » accessible depuis « Ma Concession Gaz », l'espace sécurisé et dédié aux collectivités desservies en gaz, sur le site grdf.fr.

Investissements par famille de biens - mises en service (en euros)

	2018	2019	2020
TOTAL	5 992 541	10 224 160	6 169 134
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	3 106 273	4 254 954	3 149 543
Premier établissement	1 453 142	1 589 844	1 357 116
Canalisations de distribution	360 163	588 723	368 021
Branchements	1 072 400	973 762	968 672
Branchements - Individuels	1 018 624	850 357	905 351
Ouvrages - Collectifs	53 775	123 405	63 320
Installations techniques	20 578	27 358	20 423
Postes de détente réseau	0	5 595	0
Protection Cathodique	20 578	0	14 977
Autres installations	0	21 763	5 445
Renouvellement	1 653 130	2 665 110	1 792 426
Canalisations de distribution	818 838	1 828 591	933 174
Branchements	765 827	836 518	708 580
Branchements - Individuels	383 436	624 957	478 858
Ouvrages - Collectifs	382 390	211 561	229 722
Installations techniques	68 464	0	150 672
Postes de détente	0	0	9 668
Protection Cathodique	68 464	0	141 003
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	453 689	4 461 783	1 637 836
Compteurs et postes clients	453 689	4 461 783	1 637 836
Compteurs	335 220	4 272 002	1 451 510
Postes clients et équipements de télérelevé	118 469	189 781	186 326
BIENS MUTUALISES	2 432 579	1 507 421	1 381 754
Mobilier et immobilier	595 514	433 187	315 695
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	136 081	205 883	132 743
Aménagements	368 828	178 789	138 586
Autres équipements	90 604	48 514	44 366
Véhicules et engins d'exploitation	92 523	80 044	88 340
Véhicules GNV	0	4 897	0
Autres véhicules	92 523	75 146	88 340
Immobilisations incorporelles	1 744 540	994 190	977 719
Projets informatiques	1 597 847	925 130	902 756
Autres immobilisations incorporelles	146 692	69 059	74 962

Investissements par finalité - flux (en euros)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
TOTAL	5 749 567	9 308 540	6 692 503	6 624 327	4 634 800	4 428 203
RACCORDEMENTS ET TRANSITION ECOLOGIQUE						
Raccordements individuels de pavillons et petits pros	987 598	939 954	940 889	915 000	915 000	915 000
Lotissements, zones d'aménagement	110 038	25 601	111 586	75 000	80 000	100 000
Raccordements de clients importants	255 497	314 201	330 621	220 500	220 500	220 500
Transition écologique (biométhane, GNV, Smart Gas Grids)	142	3 081	418 737	28 000	0	0
MODIFICATION D'OUVRAGES A LA DEMANDE DE TIERS	322 595	72 264	140 526	80 000	80 000	80 000
ADAPTATION ET MODERNISATION DES OUVRAGES	1 929 112	2 284 528	1 663 493	1 977 064	1 538 019	1 530 617
Investissements de structure des ouvrages	87 560	356 483	2 869	44 000	100 000	100 000
Dont restructurations et renforcements	1	0	0	0	0	0
Dont schéma de vannage	87 559	356 483	2 869	44 000	100 000	100 000
Modernisation des ouvrages	1 804 181	1 859 112	1 585 662	1 830 000	1 330 000	1 330 000
Dont réseaux (fonte ductile, cuivre, autres matériaux,...)	1 363 735	1 470 562	1 099 851	1 500 000	1 000 000	1 000 000
Dont branchements et ouvrages collectifs	254 991	174 434	172 019	150 000	150 000	150 000
Autres investissements de modernisation	185 454	214 114	313 791	180 000	180 000	180 000
Modernisation de la cartographie et inventaire	37 370	68 933	74 962	103 064	108 019	100 617
COMPTAGE	286 139	4 266 762	1 788 503	1 740 568	276 987	226 610
Projet Compteurs Communicants Gaz	95 007	4 057 431	1 581 781	1 581 235	103 132	49 902
Postes de livraison clients	67 426	71 157	50 323	70 000	70 000	70 000
Compteurs et télérelevé	123 704	138 173	156 397	89 332	103 854	106 708
AUTRES	1 858 443	1 402 144	1 298 144	1 588 194	1 524 293	1 355 474
Logistique	451 551	403 799	398 302	374 915	335 217	336 631
Véhicules	92 523	80 044	88 340	116 344	97 768	99 190
Immobilier	218 291	176 236	121 531	147 514	129 797	130 263
Autres (outillage, télécom, matériel informatique,..)	140 736	147 518	188 430	111 055	107 651	107 177
Système d'information	1 406 892	998 345	899 842	1 213 279	1 189 076	1 018 843

Les prévisions d'investissements

GRDF produit des prévisions d'investissements, non engageantes, pour l'année en cours au moment de la publication du CRAC et les deux années suivantes pour les contrats dont les investissements sur les ouvrages réseau et branchements sont supérieurs à 100 k€/an en moyenne sur les trois dernières années (soit 300 k€ sur 3 ans).

Ces prévisions ne peuvent pas être totalement exactes par définition, dans la mesure où certains investissements ne sont pas à l'initiative de GRDF (ex : « raccordement d'un nouveau client », « modification d'ouvrages à la demande de tiers »). Néanmoins, plus l'horizon de temps est proche, plus l'estimation sera pertinente.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Impact de la crise sanitaire Covid-19

Si les mises en service des installations de biométhane n'ont pas été impactées par la crise sanitaire, certaines finalités d'investissement l'ont été :

- GRDF a constaté une nette diminution des raccordements de clients liée au premier confinement ; en dépit de l'accélération des travaux au second semestre, le résultat reste en retrait, du fait des reports et abandons de projets. Ces hypothèses sont à revoir, sans qu'il soit possible à date d'avoir une vision claire des impacts de la crise économique et des évolutions réglementaires.
- Les investissements « Modification d'ouvrages à la demande de tiers » et « Adaptation et modernisation des ouvrages », ont été doublement pénalisés par l'arrêt des chantiers au printemps et le report des élections municipales, qui a généré un attentisme dans les autorisations de voirie. Le retard des chantiers s'est ainsi poursuivi jusqu'à l'automne. Dans un contexte de contraintes de voirie persistantes localement, GRDF est réservé sur sa capacité à rattraper l'intégralité des chantiers 2020 sur la seule année 2021 : le scénario privilégié est un rattrapage lissé sur 3 ans, avec une priorisation des chantiers.
- La pose des compteurs communicants a subi un retard significatif du fait du premier confinement. Le rattrapage est principalement visé pour 2022 et 2023, l'année 2021 étant déjà basée sur le rythme de déploiement intensif prévu dans les contrats des prestataires.

Au global, l'impact de la crise sanitaire sur les investissements 2020 est estimé à environ -10%.

3.4 La valorisation de votre patrimoine

Les origines de financement

Il s'agit de montrer qui, de GRDF, de l'autorité concédante ou des tiers, a financé les ouvrages. Le tableau ci-après restitue l'origine de financement de tous les biens de la concession à fin 2020.

Origine de financement (en euros)

	Financée par GRDF 2020	Financée par Autorité Concédante 2020	Financée par des tiers 2020
TOTAL	179 885 111	0	7 655 588
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	149 045 302	0	7 648 124
Canalisations de distribution	85 005 634	0	3 021 807
Branchements	61 805 733	0	4 623 878
Branchements - Individuels	40 538 281	0	2 262 396
Ouvrages - Collectifs	21 267 452	0	2 361 481
Installations techniques	2 233 933	0	2 439
Postes de détente réseau	1 281 243	0	2 439
Protection Cathodique	778 450	0	0
Autres installations	174 240	0	0
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	12 736 320	0	0
Compteurs et postes clients	12 736 320	0	0
Compteurs	10 147 596	0	0
Postes clients et équipements de télérelevé	2 588 723	0	0
BIENS MUTUALISES	18 103 489	0	7 463
Mobilier et immobilier	5 179 644	0	7 463
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	1 678 441	0	0
Aménagements	2 472 494	0	0
Génie civil	73 784	0	7 463
Terrains	12 017	0	0
Autres équipements	942 907	0	0
Véhicules et engins d'exploitation	873 408	0	0
Véhicules GNV	96 565	0	0
Autres véhicules	776 842	0	0
Immobilisations incorporelles	12 050 436	0	0
Projets informatiques	10 492 904	0	0
Autres immobilisations incorporelles	1 557 531	0	0



La valeur nette réévaluée de votre concession

Il s'agit de montrer la valeur du patrimoine de la concession qui reste encore à rembourser par les clients via le tarif de distribution (ATRD). En effet, la valeur nette réévaluée de la part des biens financés par le concessionnaire représente les charges liées aux investissements (remboursement économique et coût du financement) que les clients auront encore à payer à travers la part acheminement de leur facture.

Conformément au système de régulation de la distribution du gaz défini par la CRE, le remboursement et la rémunération des investissements financés par GRDF s'effectuent via une annuité constituée de l'amortissement sur la durée de vie économique des biens réévalué et un taux réel avant impôt appliqué à la valeur nette réévaluée des financements du distributeur (BAR : Base d'Actifs Régulés). Il s'agit donc d'une donnée financière utile et porteuse de sens à l'échelle de la concession.

Valorisation du patrimoine (en euros)

	VNR Début d'année 2020	VNR fin d'année 2020	Remb. Eco. Réeval. 2020	Coût de Financement 2020	Charges d'Invest. 2020
TOTAL	109 043 214	106 683 109	7 424 650	4 682 725	12 107 375
OUVRAGES RÉSEAU ET BRANCHEMENTS	94 514 045	91 833 489	5 119 224	3 923 651	9 042 876
Canalisations de distribution	52 257 357	50 383 803	2 812 051	2 160 997	4 973 049
Branchements	41 184 811	40 287 552	2 226 333	1 715 257	3 941 590
Branchements - Individuels	28 057 601	27 727 385	1 481 369	1 173 554	2 654 924
Ouvrages - Collectifs	13 127 209	12 560 167	744 963	541 703	1 286 666
Installations techniques	1 071 877	1 162 132	80 839	47 396	128 236
Postes de détente réseau	667 416	635 688	41 396	27 537	68 934
Protection Cathodique	338 435	462 657	31 759	17 041	48 800
Autres installations	66 025	63 786	7 683	2 817	10 501
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	7 394 129	8 187 890	830 969	436 728	1 267 698
Compteurs et postes clients	7 394 129	8 187 890	830 969	436 728	1 267 698
Compteurs	6 525 348	7 345 974	627 926	393 648	1 021 575
Postes clients et équipements de télérelevé	868 780	841 915	203 043	43 079	246 123
BIENS MUTUALISES	7 135 039	6 661 729	1 474 456	322 344	1 796 800
Mobilier et immobilier	2 248 770	2 198 323	377 820	109 449	487 270
Outils, Mobilier et Matériels Divers	553 813	544 348	137 314	25 184	162 498
Aménagements	1 058 248	937 637	207 871	44 968	252 840
Génie civil	15 708	14 704	1 004	643	1 648
Terrains	99 848	99 848	0	4 093	4 093
Autres équipements	521 150	601 784	31 630	34 558	66 189
Véhicules et engins d'exploitation	293 713	290 441	91 125	13 663	104 789
Véhicules GNV	14 830	11 137	3 693	598	4 291
Autres véhicules	278 882	279 303	87 432	13 065	100 497
Immobilisations incorporelles	4 592 555	4 172 965	1 005 509	199 231	1 204 741
Projets informatiques	4 161 570	3 761 606	913 213	180 167	1 093 380
Autres immobilisations incorporelles	430 985	411 359	92 296	19 063	111 360



04 Le compte d'exploitation

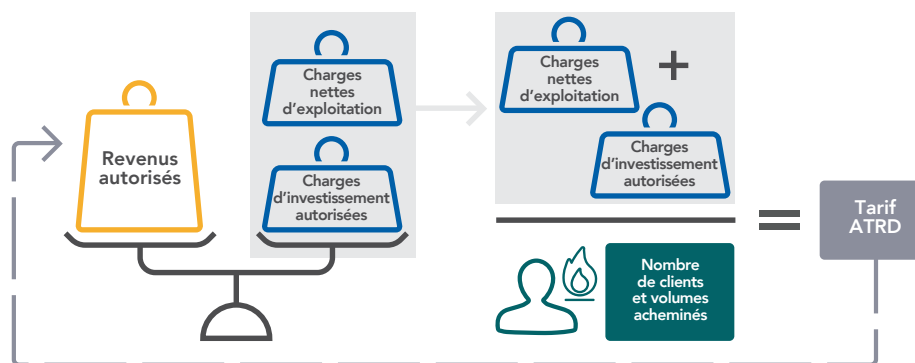
4.1	Le tarif de distribution - ATRD	68
4.2	La synthèse du compte d'exploitation	70
4.3	Les recettes	73
4.4	Les charges	75
4.5	L'équilibre financier	79

4.1 Le tarif de distribution - ATRD

Méthode de détermination du tarif de distribution

Depuis 2003, avec l'ouverture à la concurrence de la fourniture de gaz naturel et la séparation des activités d'infrastructure (distribution et transport) d'une part, et de fourniture de gaz d'autre part, le législateur a confié à la CRE la mission de définir notamment le tarif ATRD. Elle détermine la méthodologie ainsi que la structure et le niveau du tarif pour chacun des distributeurs de gaz naturel dans sa zone de desserte exclusive.

Ce tarif est fixé pour une période de quatre ans. Il est déterminé pour couvrir les coûts d'investissement et de fonctionnement d'un « opérateur efficace » (articles L452-1 à L452-3 du code de l'énergie).



Le modèle économique de GRDF est régi par le principe de la péréquation tarifaire. Le tarif est défini par la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), tous les

4 ans, pour permettre à GRDF de couvrir les charges d'exploitation et de capital d'un distributeur efficace.

L'élaboration du tarif ATRD6 par la CRE et son évolution annuelle au 1^{er} juillet 2020

Au 1^{er} juillet 2020, le tarif a baissé de 0,40%.

La Commission de Régulation de l'Énergie a publié le 23 janvier 2020 sa délibération relative au tarif péréqué d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel de GRDF, dit ATRD6. Ce nouveau tarif est entré en vigueur au 1^{er} juillet 2020 pour une durée de quatre ans. L'évolution moyenne envisagée du tarif ATRD6 s'établit à environ -0,3%/an sur la période.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Modalités d'évolution du tarif en cours de période

Chaque année, la grille tarifaire évolue au 1^{er} juillet N selon la formule d'indexation $IPC_N - X + K_N$ où :

- IPC_N est le taux d'inflation prévisionnel pour l'année N pris en compte dans le projet de loi de finances de l'année N,
- X est le facteur d'évolution annuel sur la grille tarifaire égal à -1,9% pour la période ATRD6,
- K_N est l'évolution de la grille tarifaire, en pourcentage, plafonnée à +/-2%, correspondant à l'apurement du solde du compte de régularisation des charges et des produits (CRCP) à la date du 1^{er} janvier de l'année N.

Grille tarifaire de GRDF au 1er juillet 2020

Option Tarifaire	Description	Abonnement annuel hors Rf	Prix (par MWh)	Terme de souscription annuelle - part de la capacité journalière inférieure à 500 MWh/j (par MWh/j)	Terme de souscription annuelle - part de la capacité journalière supérieure à 500 MWh/j (par MWh/j)
T1	< 6 MWh/an	33,48 €	29,79 €		
T2	de 6 à 300 MWh/an	132,12 €	8,43 €		
T3	de 300 à 5 000 MWh/an	792,48 €	5,94 €		
T4	> 5 000 MWh /an	15 607,20 €	0,83 €	204,72 €	102,48 €

Option Tarifaire	Description	Abonnement annuel hors Rf	Terme de souscription annuelle de capacité journalière (par MWh/j)	Terme annuel à la distance (par mètre)
TP	tarif de proximité	36 703,56 €	102,12 €	67,08 €



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

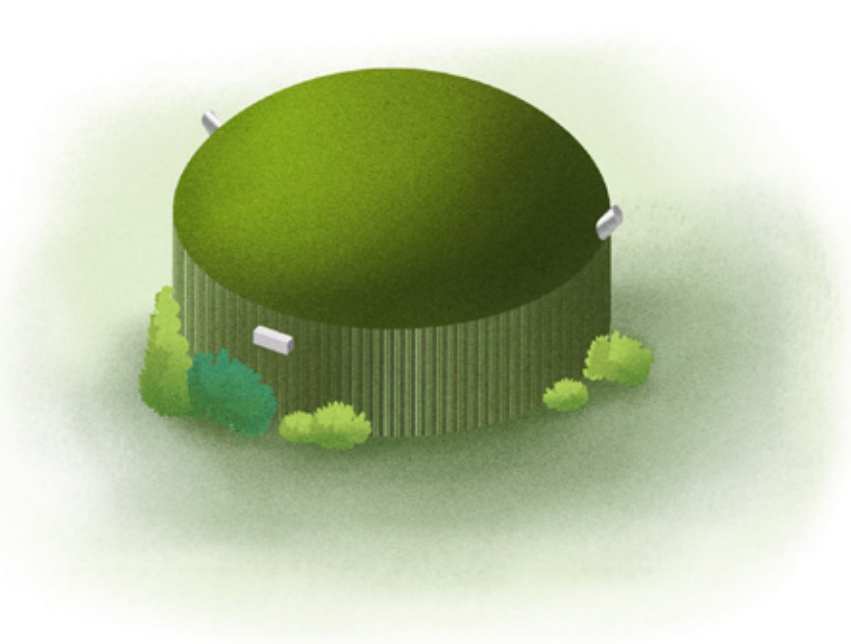
4.2 La synthèse du compte d'exploitation

Les données présentées dans ce compte d'exploitation constituent une vision synthétique de l'économie de votre concession. Ces données sont disponibles sous une forme plus détaillée dans la « Plateforme de Données ».

Le principe de péréquation tarifaire

Conformément aux articles L. 452-1-1 à 452-3 du code de l'énergie, le tarif de distribution de GRDF sur sa zone de desserte exclusive (tarif « péréqué ») est déterminé par la CRE à partir de l'ensemble des charges supportées par GRDF selon le principe de la juste couverture des coûts au niveau national d'un gestionnaire de réseau efficace.

Ainsi, le tarif de distribution péréqué est le même pour toutes les concessions concernées quels que soient le nombre de clients, leur consommation de gaz, les dépenses nécessaires à la gestion du service concédé, les investissements passés, l'âge des ouvrages de la concession, les investissements à venir et la durée résiduelle du contrat de concession. La péréquation permet d'éviter des variations brutales de tarif à la maille de la concession, offrant ainsi la possibilité de réaliser d'importants programmes d'investissements.



La notion de compte d'exploitation de la concession

Dans un service public péréqué, l'équilibre économique est réalisé à l'échelle nationale, et non concession par concession. Le compte d'exploitation de la concession est la déclinaison locale des principes tarifaires de la CRE. Disposer d'un compte d'exploitation au périmètre de chaque contrat permet à l'autorité concédante d'apprécier sa situation dans le système de péréquation national.

Le compte d'exploitation de la concession est la déclinaison locale des principes

Pour le mettre en lumière dans un tel système, il est nécessaire que l'ensemble des recettes et des charges supportées par les clients soit calculé selon les mêmes méthodes que celles adoptées par la CRE, mais en les appliquant au périmètre de la concession. Il faut toutefois rester vigilant sur l'interprétation de la différence entre les recettes et les charges de la concession. En effet, le mécanisme tarifaire de la CRE permet la couverture des charges par les recettes en moyenne sur la période tarifaire, et non systématiquement sur chaque année.

Par ailleurs, un certain nombre d'aléas sont couverts par un mécanisme de régularisation (CRCP : Compte de Régularisation des Charges et des Produits) qui se répercute dans le mouvement tarifaire de l'année suivante, à la hausse ou à la baisse. Il s'agit notamment des variations de recettes liées aux impacts climatiques, les écarts sur les charges d'investissement et la régulation incitative (bonus/malus).

Ainsi, il convient de scinder la différence entre les recettes et les charges en trois items :

- la contribution à la péréquation tarifaire,
- l'impact du climat sur les recettes,
- la ligne « Autres », qui correspond à la différence entre les recettes constatées sur la concession corrigées de l'impact climatique, les charges de la concession et la valeur de la contribution à la péréquation. Cette ligne correspond donc au reliquat du compte d'exploitation économique, et constitue la résultante de nombreux mécanismes du modèle régulé.

Le compte d'exploitation synthétique

Afin de rendre le compte d'exploitation synthétique plus lisible et renforcer son lien avec l'équilibre tarifaire défini dans le cadre de l'ATRD6, la présentation qui en est proposée évolue par rapport aux exercices précédents, pour les aspects relatifs aux recettes liées à l'acheminement du gaz, aux charges d'exploitation et aux charges d'investissement.

Compte tenu de toutes ces modifications mises en place dans le CRAC 2020, et dans le but de fournir des données historiques cohérentes entre les différentes années, les montants relatifs aux exercices 2018 et 2019 ont fait l'objet d'un recalcul pro forma de la méthodologie retenue pour 2020.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Compte d'exploitation synthétique (en euros)

	2018	2019	2020
RECETTES D'ACHEMINEMENT	27 871 509	27 918 004	26 984 610
Part Capacité (+Terme distance TP)	328 397	310 095	296 647
Part Abonnement	10 654 845	10 744 739	10 652 934
Part Consommation	16 115 954	16 067 601	15 197 521
Part commissionnement (reversé aux fournisseurs)	772 312	795 567	837 506
CHARGES NETTES D'EXPLOITATION	12 942 977	13 979 361	13 423 135
Charges d'exploitation brutes	14 394 565	15 508 718	14 670 247
Recettes liées aux prestations complémentaires	-1 451 588	-1 529 357	-1 247 111
Recettes acheminement vers réseau aval hors zone péréquée	0	0	0
CHARGES D'INVESTISSEMENTS	11 743 055	12 173 645	12 107 375
Remboursement économique	6 401 996	6 680 505	7 424 650
Rémunération de la base d'actifs	5 341 058	5 493 139	4 682 725
PRODUITS MOINS CHARGES	3 185 476	1 764 997	1 454 099
Impact climatique	-380 923	-661 200	-1 219 597
Contribution à la péréquation	1 700 131	760 205	1 538 506
Autres (régularisation du tarif précédent, impayés...)	1 866 268	1 665 992	1 135 189

Rappels :

- Un impact climatique négatif signifie que les recettes de GRDF ont été inférieures à la prévision de la CRE en raison d'un climat globalement plus chaud que le climat moyen,
- Une contribution de la concession à la péréquation tarifaire négative signifie que la concession bénéficie du système de solidarité national.

En 2020, à l'échelle nationale, le climat a été plus chaud que le climat moyen, générant un impact climatique négatif d'environ 140 M€.

4.3 Les recettes

Les recettes de la concession

Recettes Acheminement et Hors Acheminement (en euros)

	2018	2019	2020
PRODUITS	29 323 097	29 447 360	28 231 722
Recettes liées à l'acheminement du gaz	27 871 509	27 918 003	26 984 610
Recettes liées aux prestations complémentaires	1 451 588	1 529 357	1 247 111
Prestations ponctuelles	284 808	301 623	225 798
Prestations récurrentes	675 164	780 959	709 446
Raccordements et autres travaux	409 994	443 447	308 315
Autres recettes	81 621	3 326	3 551

Les recettes sont constituées des :

- Recettes d'acheminement du gaz,
- Recettes liées aux prestations complémentaires,
- Recettes d'acheminement du gaz vers un réseau aval hors de la zone de desserte exclusive.

Les recettes d'acheminement du gaz

Pour les clients dont les compteurs sont relevés de manière mensuelle ou journalière, les recettes liées à l'acheminement sont directement disponibles dans le système de facturation de GRDF. Pour les clients dont les compteurs sont relevés semestriellement (ayant choisi les options tarifaires T1 ou T2), les consommations sont reconstituées pour obtenir une valeur sur l'année calendaire. Les recettes d'acheminement découlent de ce calcul par utilisation de la grille tarifaire.

Méthode d'élaboration des recettes d'acheminement

GRDF utilise la « méthode publique des profils », et les dates de relevé ainsi que les index de consommation des clients en complément des clients ayant des compteurs télérelevés. Plus le déploiement des compteurs communicants se poursuivra, plus cette méthode reposera sur des consommations réelles.

Les recettes liées aux prestations complémentaires

Les recettes liées aux prestations complémentaires sont majoritairement constituées des recettes liées aux prestations du catalogue.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.



Recettes d'acheminement du gaz vers un réseau aval hors de la zone de desserte exclusive

Lorsqu'une concession de la zone péréquée (dite concession « amont ») permet l'acheminement du gaz vers une concession hors de cette zone (dite concession « aval »), la concession amont facture à la concession aval une charge correspondant à 50% du tarif ATRD en vigueur appliqué aux volumes transités vers la concession aval.

Cette valeur de 50% est applicable quel que soit l'opérateur amont. Elle correspond à la couverture des charges d'exploitation normatives (en moyenne 47% du tarif ATRD) et d'une quote-part des charges de capital normatives au titre des renforcements futurs (en moyenne 3% du tarif de distribution), conformément à la délibération tarifaire de la CRE du 10 mars 2016 relative à l'ATRD5.

Pour la concession amont il s'agit d'une recette, et pour les concessions aval il s'agit d'une charge.

4.4 Les charges

Les charges d'exploitation de la concession

Charges d'exploitation (en euros)

	2018	2019	2020
TOTAL	14 394 565	15 508 718	14 670 247
Main d'œuvre	6 213 948	7 151 812	6 534 315
Achats de matériel, fournitures et énergie	856 704	878 814	761 558
Sous-traitance	1 872 079	2 322 237	1 904 011
Redevances (contractuelle et occupation du domaine public)	276 572	285 413	305 106
Impôts et taxes	484 500	480 395	461 092
Autres charges d'exploitation	4 690 760	4 390 043	4 704 162
Dont immobilier	1 350 408	1 189 519	1 199 610
Dont informatique, poste et telecom	1 367 872	1 213 287	1 145 273
Dont assurances	575 908	595 591	617 096
Dont communication et animation de la filière gaz	334 650	337 456	304 248
Dont charges d'acheminement depuis un réseau amont	0	0	0
Dont commissionnement	772 312	795 567	837 506
Dont autres	289 607	258 620	600 426

Principes généraux

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître précisément l'ensemble des charges de la concession, qui sont de deux types : les charges d'exploitation (coûts d'exploitation nécessaires à l'exécution du service) et les charges liées aux investissements (le remboursement des investissements et leur coût de financement).

S'agissant des charges d'exploitation, le tarif de distribution est construit à partir de l'ensemble des charges de GRDF sur le principe de la juste couverture des coûts d'un opérateur efficient, sans tenir compte des recettes et des charges propres à chaque contrat de concession. GRDF, opérateur national, ne tient pas une comptabilité spécifique à chaque concession. L'entreprise mutualise sur plusieurs concessions les moyens permettant de répondre à ses missions de service public, dans un souci d'optimisation opérationnelle et économique.

L'infrastructure concédée à GRDF étant très diffuse sur le territoire, il se révèle complexe de rattacher directement certaines dépenses à la gestion d'une seule concession. Par exemple, les charges liées au salaire d'un technicien d'intervention sont difficilement rattachables à telle ou telle concession si ce dernier intervient sur les réseaux de plusieurs collectivités. Dans ce cas, il devient nécessaire d'affecter ces charges en utilisant des règles, au plus près de la réalité de l'exploitation. Ces règles sont identiques pour toutes les concessions pour ne pas en pénaliser certaines et ne pas compter plusieurs fois ces charges.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Evolutions de la méthodologie

Pour les charges d'exploitation du CRAC 2020, GRDF a apporté quelques améliorations à la méthodologie de calcul ainsi qu'à la présentation du détail des charges d'exploitation de la concession, afin de permettre une meilleure lecture des données.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Les clés opérationnelles et patrimoniales retenues

Les charges liées à l'activité de la concession sont constituées des charges imputées directement (redevances dues), des charges affectées par des clés opérationnelles ou patrimoniales, et enfin, de charges réparties selon une clé financière (elle-même déterminée par les dépenses opérationnelles et patrimoniales préalablement affectées à la concession).

Plus l'activité est réalisée à une maille locale, plus l'utilisation de clés opérationnelles augmente.

Type d'agence	Affecté directement	Clé Opérationnelle	Clé Patrimoniale	Clé Financière	Total
Locale	0,0%	10,6%	7,1%	4,8%	22,5%
Régionale	2,2%	7,2%	16,7%	6,7%	32,9%
Nationale	7,0%	3,1%	26,5%	1,7%	38,4%
Siège	0,0%	0,6%	4,2%	1,4%	6,2%
Total	9,2%	21,5%	54,6%	14,7%	100,0%



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

L'ensemble des modifications apportées dans le cadre de la production des données économiques et financières du CRAC 2020 a également été appliqué sur les données des années 2018 et 2019 dans le but de permettre une continuité de lecture et une cohérence des données qui vous sont fournies.

Les charges d'investissement de la concession

En 2020, la présentation des familles de biens évolue pour plus de clarté, que ce soit dans le tableau des investissements mis en service, dans la valorisation du patrimoine et l'origine de financement des biens ou encore dans les charges d'investissements. Cette présentation distingue désormais 3 familles de biens, regroupés selon la fonction qu'ils remplissent dans le cadre de l'activité de distribution :

- Les « Ouvrages réseau et branchements », qui comprennent les canalisations réseau, les branchements et ouvrages en immeuble ainsi que les ouvrages qui leur sont directement associés (postes de détente réseau, protection cathodique, dispositifs de protection de branchements, protections mécaniques de canalisation, etc...),
- Les « Ouvrages interface utilisateurs », qui comprennent à la fois les dispositifs de comptage, postes de livraison clients et installations de télérelevé, mais également les postes d'injection de biométhane,
- Les « Autres biens mutualisés », qui comprennent tous les biens utiles à plusieurs concessions (véhicules, immobilier, outillage, projets informatiques...).

Dans les données détaillées mises à votre disposition sur la « Plateforme de Données Concession », vous retrouverez le détail de ces informations pour chaque catégorie de biens.

Charges d'investissements (en euros)

	2018	2019	2020
TOTAL	11 743 055	12 173 645	12 107 375
OUVRAGES RESEAU ET BRANCHEMENTS	9 457 953	9 474 937	9 042 876
Canalisations de distribution	5 512 746	5 486 495	4 973 049
Branchements	3 812 207	3 853 692	3 941 590
Branchements - Individuels	2 478 613	2 527 160	2 654 924
Ouvrages collectifs	1 333 594	1 326 532	1 286 666
Installations techniques	132 999	134 748	128 236
Postes de détente	81 245	78 702	68 934
Protection Cathodique	43 412	46 265	48 800
Autres installations	8 340	9 780	10 501
OUVRAGES INTERFACES UTILISATEURS	653 146	933 632	1 267 698
Compteurs et postes clients	653 146	933 632	1 267 698
Compteurs	439 726	715 325	1 021 575
Postes clients et équipements de télérelevé	213 419	218 306	246 123
BIEN MUTUALISES	1 631 955	1 765 075	1 796 800
Mobilier et Immobilier	422 208	460 698	487 270
Outillages, Mobilier et Matériels Divers	148 597	164 338	162 498
Aménagements	254 517	268 416	252 840
Génie Civil	1 674	1 617	1 648
Terrains	2 867	2 874	4 093
Autres équipements	14 551	23 451	66 189
Véhicules et engins d'exploitation	100 757	104 702	104 789
Véhicules GNV	10 014	6 651	4 291
Autres véhicules	90 742	98 050	100 497
Immobilisations incorporelles	1 108 989	1 199 674	1 204 741
Projets informatiques	983 766	1 079 853	1 093 380
Autres immobilisations incorporelles	125 223	119 821	111 360

Pour estimer la contribution à la péréquation de la concession, il est nécessaire de connaître l'exhaustivité des charges supportées par les clients et liées aux investissements réalisés par le concessionnaire. Pour cela, en plus des informations sur les investissements et leur amortissement, il faut également faire apparaître les frais financiers liés au coût de financement de ces investissements. Par souci de cohérence globale, les charges d'investissement sont calculées selon les principes définis par la CRE.

Si les dépenses d'exploitation sont mutualisées et donc difficilement rattachables à une concession, à l'inverse, les charges liées aux investissements sont pour l'essentiel (95% en moyenne) directement rattachables à la concession car il s'agit d'ouvrages physiquement situés sur le territoire de la collectivité.

Méthode de calcul

Les charges d'investissement sont imputées directement au périmètre du contrat de concession lorsqu'elles concernent des ouvrages localisés sur la concession. Dans les autres cas, elles sont réparties au prorata des PDL de chaque concession.

Le mode de calcul des charges relatives aux investissements et de la valeur nette réévaluée des ouvrages est cohérent avec celui retenu par la CRE, prenant en compte une durée de remboursement des ouvrages également déterminée par la CRE.

Pour la période ATRD6 2020-2023, la CRE a fixé le taux de rémunération à 4,1%.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Evolution de la durée de remboursement de certains ouvrages

Par ailleurs, dans le cadre de l'ATRD6, la durée de remboursement des branchements et conduites d'immeubles / conduites montantes a été réduite de 45 à 30 ans, à partir du 1^{er} janvier 2020. Elle concerne les nouveaux investissements et les ouvrages mis en service à compter de 2005, et a été retenue par la CRE afin de limiter les risques de coûts échoués à moyen terme.

La réduction de cette durée réglementaire d'amortissement entraîne une augmentation des charges de capital normatives sur la période tarifaire à venir, toutes choses égales par ailleurs, mais contribue à accélérer la diminution de la base des actifs régulés (BAR).

Cette hausse des charges de capital normatives est compensée par la baisse concomitante du taux de rémunération de la BAR entre l'ATRD5 et l'ATRD6.

Pour les clients, cette évolution est neutre sur le long terme.

Pour les autorités concédantes, cette évolution se traduit, à partir des données 2020, par une diminution de la valeur nette du patrimoine (VNR et VNC) plus rapide par rapport à la situation précédente (impact global de l'ordre de 10 à 15% de la BAR au niveau national à l'échéance 2050).

La durée de remboursement économique des autres actifs reste inchangée.

4.5 L'équilibre financier

L'impact du climat sur les quantités de gaz acheminées sur le réseau de distribution

La mise en évidence de la contribution à la péréquation suppose d'isoler l'impact des variations climatiques sur les recettes de la concession.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Lorsque cet impact est négatif, cela signifie que GRDF n'a pas perçu le niveau de recettes que la CRE avait estimé sur la base d'une température moyenne, ce qui constitue un manque à gagner pour GRDF (et inversement). Ce manque à gagner (respectivement, ce trop-perçu) est pris en compte par la CRE lors de l'évolution annuelle du tarif ATRD de l'année suivante, via le CRCP, de sorte que GRDF recouvre (ou restitue) auprès des clients cet impact climatique.

La contribution de la concession à la péréquation tarifaire

La contribution de chaque concession à la péréquation est calculée par différence entre :

- Les recettes d'acheminement de la concession corrigées du climat,
- La répartition, au prorata des charges de chaque concession, du total du revenu autorisé de la zone de desserte péréquée.

Cette contribution dépend donc de plusieurs facteurs : le nombre de clients, leur consommation, l'activité d'exploitation sur la concession, la quantité d'ouvrages, les valeurs initiales des ouvrages et l'âge de ceux-ci.

Lorsque la contribution à la péréquation est positive, cela signifie que la concession participe au système national de solidarité. Inversement, une contribution à la péréquation négative signifie que la concession bénéficie de ce système. La « valeur » de cette contribution permet à chaque autorité concédante de connaître sa situation dans le système de solidarité, mais est sans incidence sur le niveau du tarif, le niveau des investissements ou le niveau de qualité de service. Pour une même concession, la contribution à la péréquation peut évoluer dans le temps. Par exemple, un investissement important peut faire augmenter les charges d'investissement sur une période donnée, alors que les recettes restent stables : mécaniquement, la contribution à la péréquation va diminuer pour cette concession.

Le calcul de la contribution à la péréquation n'a de sens qu'au regard de l'ensemble de celles des autres concessions. Ainsi, même si les caractéristiques d'une concession en particulier ne changent pas (nombre de clients constant, recettes stables, investissements stables), l'évolution de ces mêmes caractéristiques pour d'autres concessions aura un impact sur sa propre contribution à la péréquation.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Dernière ligne du compte d'exploitation synthétique intitulée « Autres »

La ligne « Autres » du compte d'exploitation synthétique est calculée par différence entre les recettes, les charges de la concession, l'impact climatique et la contribution à la péréquation.

Ce montant est impacté par de nombreux paramètres, dont les principaux sont :

- L'apurement du CRCP de l'ATRD4, qui représentait un montant total de près de 600 M€, étalés sur 4 ans, ce qui représente un reliquat d'environ 80 M€ sur 2020,
- L'impact des paramètres retenus par la CRE : coefficient de lissage ($X=1,9\%$) et hypothèses d'inflation prévisionnelle. Les différences entre les trajectoires prévisionnelles (OPEX et CAPEX) et les montants effectivement réalisés.

Une partie des impacts constatés en année N seront réintégrés via le CRCP dans le cadre des évolutions tarifaires annuelles au 1^{er} juillet N+1.

REÇU EN PREFECTURE

le 27/10/2021

Application agréée E-legalite.com

99_DE-091-259102457-20211020-2021_32-DE



05 La transition écologique

5.1	Le gaz vert	84
5.2	La mobilité durable	87
5.3	Les données au service de la maîtrise de l'énergie	89

5.1 Le gaz vert

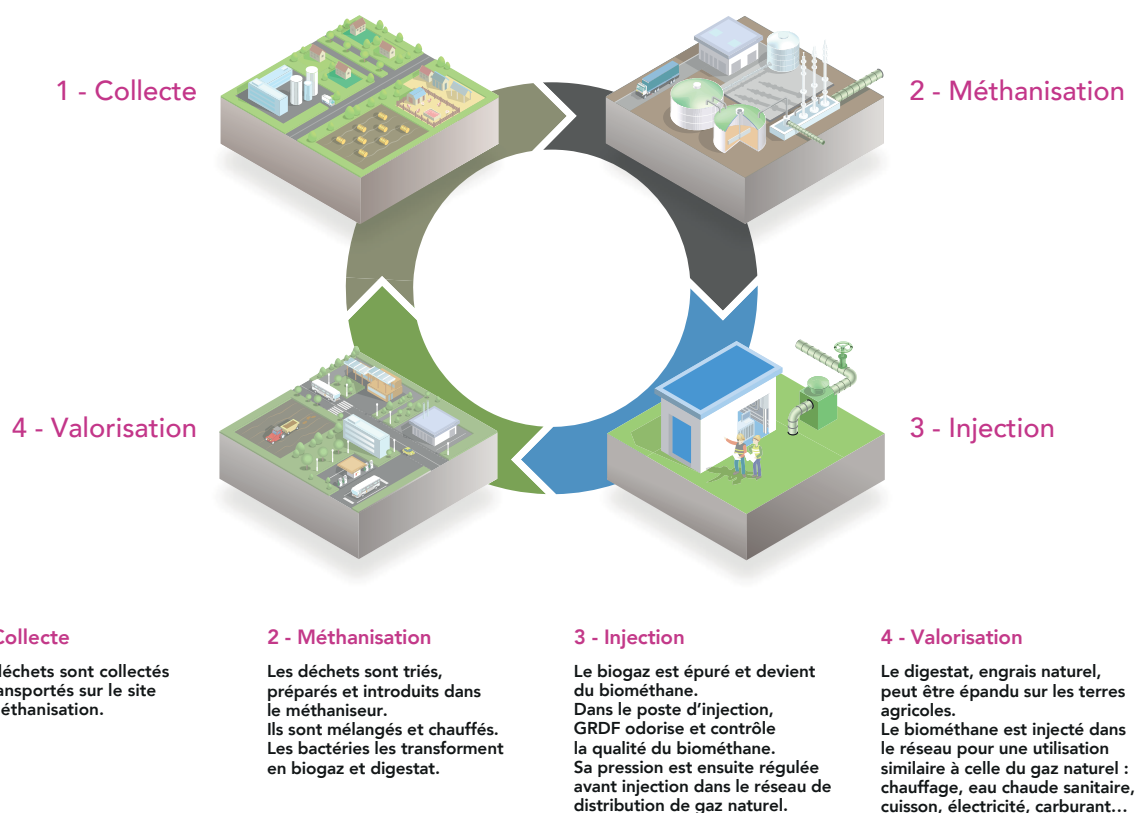
Le gaz vert, vos déchets ont de l'avenir

Le biogaz est un gaz 100% renouvelable produit localement et issu de la fermentation anaérobie (méthanisation) de résidus agricoles, d'effluents d'élevage et de déchets des territoires. Après épuration, il atteint le même niveau de qualité que le gaz naturel et peut donc être injecté dans les réseaux et couvrir les besoins des clients en chauffage, cuisson, eau chaude sanitaire et carburant. On l'appelle alors biométhane. Utilisé comme carburant (BioGNV), il offre une solution économique et écologique pour le transport de marchandises et de personnes.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Le biométhane



Avec la mise en service de 91 nouveaux sites en France au cours de l'année 2020, portant à 4 TWh la capacité installée, la méthanisation confirme sa place dans le mix énergétique français. En 2020 ce sont plus de 200 km de canalisations posées pour raccorder ces nouvelles unités au réseau de distribution, permettant l'injection dans les réseaux de plus de 1,6 TWh de gaz verts, soit la consommation de 278 000 logements neufs, ou encore 6 500 bus roulant au BioGNV.

En termes de réglementation, 2020 a été une année charnière : la mise en œuvre du décret Droit à l'injection a permis à GRDF de réaliser les réseaux permettant de raccorder les nouvelles unités de méthanisation ainsi que de renforcer le réseau de distribution. La Loi accompagne l'émergence des projets, en cohérence avec les gisements et les consommations des territoires. Par ailleurs l'évolution des tarifs d'achat conduit la filière à s'adapter et à consolider son modèle. Le Droit à l'injection s'est concrétisé par la validation par la Commission de Régulation de l'Energie, en Ile-de-France, de neuf zonages de raccordement. Quatre zonages supplémentaires ont été proposés fin 2020 pour être validés courant janvier 2021.

En Ile-de-France, la dynamique biométhane est bien engagée : 19 sites injectent du gaz vert dans les réseaux de distribution (17 sites) et de transport (2 sites). La Seine-et-Marne entraîne la production de gaz vert francilien en confirmant sa place de 1^{er} département producteur de France (2nd département de France en nombre de projets). L'année 2020 a permis de raccorder 4 nouveaux sites sur le réseau francilien, confirmant la dynamique régionale : le premier site agricole hors Seine-et-Marne a été mis en service en février en Essonne, et le premier site d'injection du Val d'Oise a été mis en service en novembre.

La mise en place des rebours a également été un des temps forts de 2020 : la mise en

service du rebours de Mareuil-les-Meaux, en octobre, et la validation des investissements du rebours de Marchémoret permettent de faire remonter le gaz du réseau de distribution vers le réseau de transport. Les producteurs de Biogaz situés dans des zones de faible consommation peuvent ainsi injecter le Biométhane quelle que soit la période de l'année et alimentent ainsi des zones urbaines plus denses.

GRDF s'implique également dans la prochaine génération de gaz renouvelable, et souhaite contribuer au développement d'un démonstrateur industriel et répliquable à la maille nationale. L'accompagnement de GRDF se concrétise par deux appels d'offre lancés en novembre 2020 pour identifier des projets de power-to-methan et de pyrogazéification, susceptibles de donner lieu à un démonstrateur industriel. GRDF accompagnerait le projet lauréat financièrement sur la partie « injection ».

En Ile-de-France il y a une réelle ambition puisque la stratégie Energie Climat fixe pour objectif la production et l'injection de 2 TWh de méthane de synthèse en 2030, produit à partir des déchets solides de la région. Il existe en effet d'importants gisements valorisables par pyrogazéification : combustibles solides de récupération (CSR), pneus, boues de stations d'épuration, bois, déchets etc. C'est pourquoi l'ADEME IDF, GRTgaz et GRDF ont conduit en 2020 une étude visant à quantifier ces gisements et explorer différents scénarios permettant leur valorisation.

D'autres études sont également conduites par différents acteurs, en partenariat ou non avec GRDF, pour démontrer la faisabilité technico-économique de ces nouvelles voies de valorisation : pyrogazéification des CSR avec la SEMARDEL en vue du développement de l'Eco-site de Vert-le-Grand ; valorisation par méthanation du CO2 issu de l'unité de méthanisation de la STEP de Bonneuil-en-France (en injection depuis le mois de novembre 2020), traitement des boues de STEP de petite capacité par pyrogazéification; co-traitement d'un mélange d'eaux usées du SIAAP et de la fraction organique résiduelle issue des ordures ménagères du SYCTOM.

Ci-dessous, la carte des stations d'injection de biométhane en Ile-de-France.



5.2 La mobilité durable

Le GNV, un carburant qui préserve santé et environnement

La qualité de l'air et la lutte contre le réchauffement climatique sont des enjeux majeurs qui nécessitent l'engagement de l'ensemble des acteurs. S'il a déjà fortement réduit ses émissions, le secteur des transports reste un fort contributeur avec près d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre et des émissions importantes de polluants locaux tels que particules et oxydes d'azote, notamment dans les centres-villes.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Sur votre région administrative, il y a 92 stations GNV raccordées au réseau GRDF, correspondant à une consommation de 363 GWh.

La mobilité au GNV-BioGNV se développe fortement en région Ile-de-France : au début de l'année 2021, nous comptons 27 stations publiques et près de 70 stations privées en service, proposant du GNV et du BioGNV. Ces stations représentent plus de 25 % des consommations nationales, soit environ 400 GWh annuels. Les stations publiques se multiplient avec une dizaine d'ouvertures attendues en 2021. IDF Mobilités et la RATP ont également engagé leur transition énergétique, en convertissant 75 % de leur flotte de bus et autocars au BioGNV d'ici à 2029. Plus de 25 700 véhicules GNV-BioGNV circulent aujourd'hui en France ; en trois ans, le nombre de poids lourds a été multiplié par plus de 3,5, le nombre de bus et autocars a augmenté de 55 % et celui des bennes à ordures ménagères de 50 %.

En 2020, 4 nouvelles stations GNV-BioGNV ont été ouvertes au public :

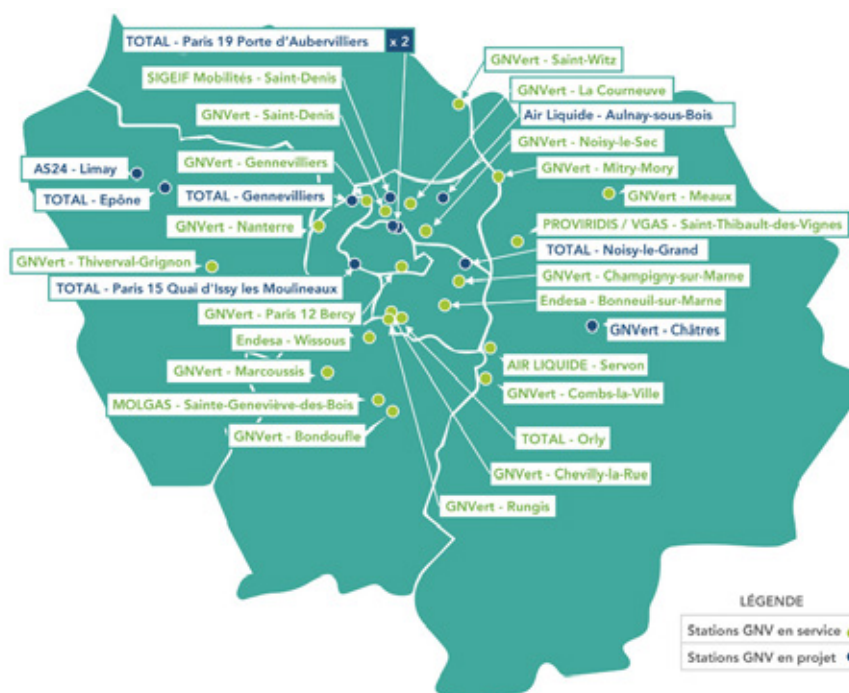
- StThibault-des-Vignes (77) : SDESM,
- StWitz (95),
- Limay (78),
- Gennevilliers (92) : Sigeif Mobilités, elle est raccordée sur le réseau GRTgaz.

La station publique de Bonneuil-sur-Marne (94) a été agrandie (Sigeif Mobilités).

Depuis début 2021, 4 nouvelles stations publiques GNV-BioGNV ont été ouvertes :

- Noisyle-Grand (93) en lien avec Sigeif Mobilités,
- Paris 15^{ème} Pont Aval Quai d'Issy (75),
- Chelles (77), non raccordée au réseau gaz car distribue du GNLC,
- Paris 19^{ème} Porte d'Aubervilliers, périphérique extérieur (75).

Ci-dessous, la carte des stations publiques d'avitaillement en Ile-de-France



5.3 Les données au service de la maîtrise de l'énergie

Croiser les données, un enjeu majeur de la transition écologique

Dans le cadre de leurs décisions de planification, d'aménagement, d'investissement ou d'accompagnement des porteurs de projets, les collectivités et les autorités concédantes jouent un rôle clé dans la concrétisation de la transition énergétique : développement des énergies renouvelables, transformation des pratiques de mobilité en faveur de la qualité de l'air, maîtrise de la demande en énergie, détection de la précarité énergétique...



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Les données gaz mises à disposition des collectivités

GRDF s'inscrit dans ce cadre réglementaire et favorise l'utilisation des données de consommation de gaz et de production de gaz renouvelable en proposant des canaux d'accès adaptés aux différents acteurs concernés.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.



06

GRDF & vous

6.1	La distribution du gaz, une mission de service public	92
6.2	Une organisation à votre service	95
6.3	Les outils digitaux à votre disposition	98



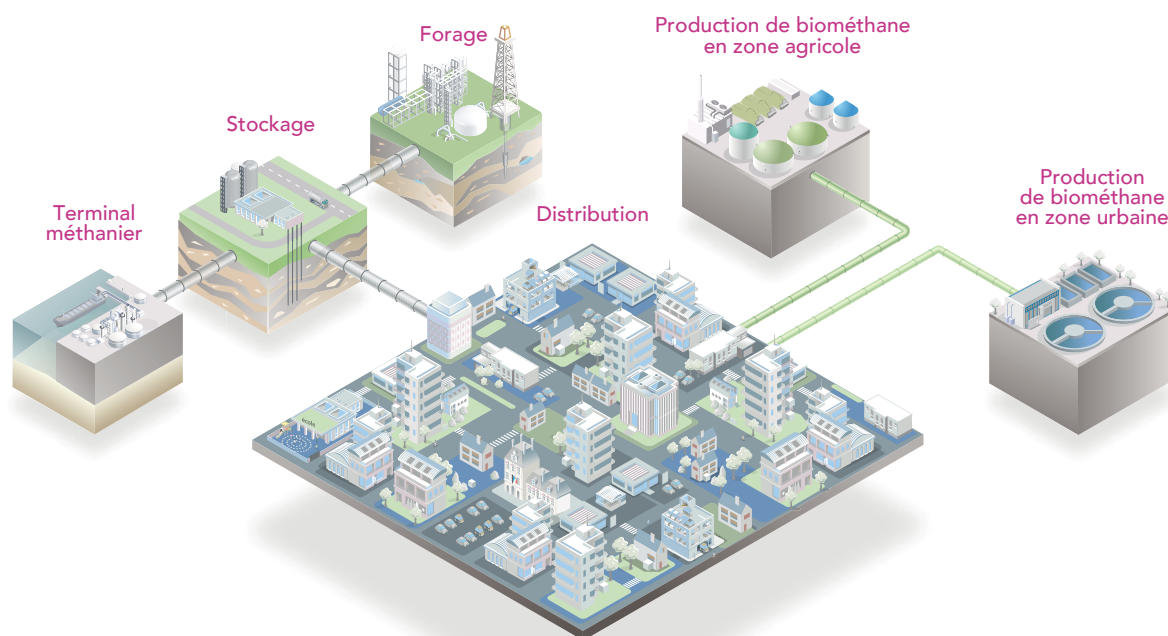
6.1 La distribution du gaz, une mission de service public

La chaîne gazière

La chaîne gazière est composée de trois activités principales :

- la production,
- l'acheminement (activités de « distribution » et de « transport »), assuré par les gestionnaires de réseau,
- la commercialisation de gaz, par les fournisseurs d'énergie.

La chaîne gazière



Terminal méthanier

Le gaz naturel peut provenir de gisements terrestres et marins (offshore). Il est acheminé par voie maritime jusqu'aux terminaux méthaniers en France. Il est principalement importé d'Algérie et du Nigéria.

Stockage

Le gaz naturel est stocké dans les réservoirs souterrains à plusieurs centaines de mètres de profondeur. Le stockage permet d'ajuster la distribution de gaz naturel à la demande des clients.

Forage

Le gaz naturel peut provenir de gisements terrestres par forage et être acheminé par gazoduc. En France, il est importé principalement de Norvège, de Russie et des Pays-Bas.

Distribution

Le gaz est acheminé des points de stockage ou de production de biométhane aux clients via un réseau de basse et de moyenne pression. GRDF gère ce réseau par délégation des collectivités, lequel est utilisé par l'ensemble des fournisseurs.

Production de biométhane en zone agricole

Le gaz vert peut être produit à partir de la méthanisation de matières agricoles ou de fumier. Triés et mélangés, ces intrants sont chauffés et transformés en biométhane.

Production de biométhane en zone urbaine

Le gaz vert peut être produit à partir de la valorisation des déchets urbains. Triés et mélangés, ces derniers sont chauffés et transformés en biométhane.

La triple autorité encadrant la distribution du gaz

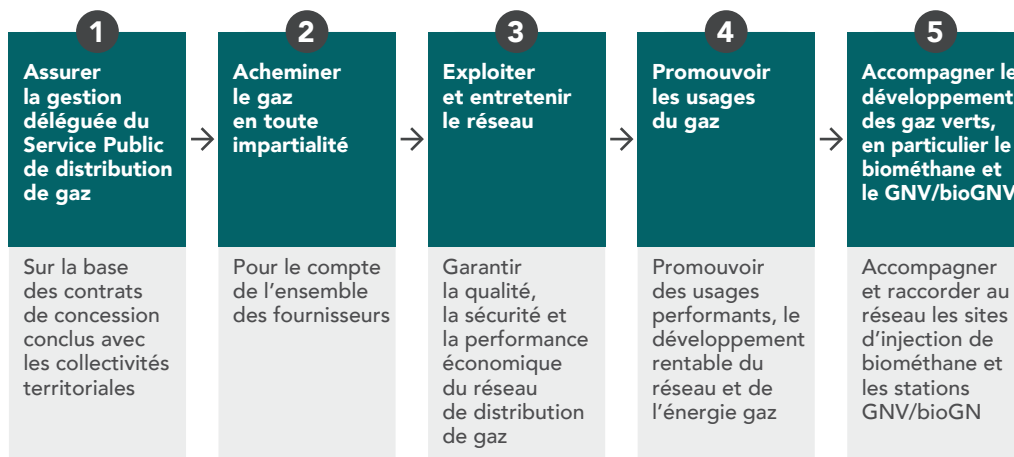
Trois autorités encadrent l'activité de GRDF :

- l'État : GRDF est lié à l'État par un contrat de service public signé pour une durée de 3 ans et soumis à la réglementation régissant son activité,

- la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE) : elle fixe le tarif d'Accès des Tiers au Réseau de Distribution (ATRD) à l'intérieur de la zone de desserte de chaque distributeur ainsi que le contenu et le tarif des prestations complémentaires du Catalogue des Prestations de GRDF,
- l'Autorité Concédante : elle exerce notamment le contrôle du bon accomplissement par GRDF des missions de service public déléguées et des engagements du contrat de concession qui la lie à GRDF.

Les missions de GRDF de service public

L'État a confié à GRDF des missions de service public. Le socle de ces engagements est rappelé dans le Contrat de Service Public (CSP) pluriannuel conclu entre les deux parties, mettant un accent particulier sur la transition énergétique des territoires, le déploiement du compteur communicant gaz, les questions de sécurité et le développement du gaz vert.

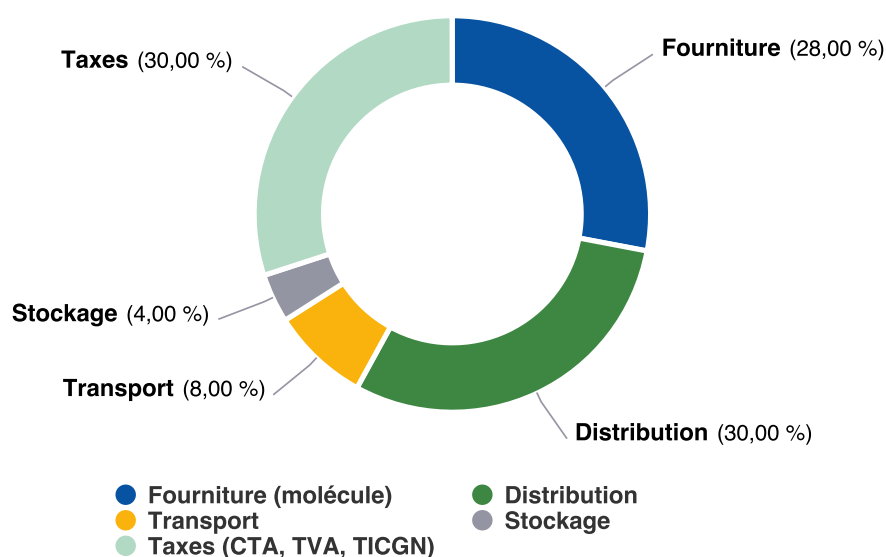


La facture type

Composantes de la facture d'un client résidentiel

La facture de gaz naturel est envoyée par le fournisseur à son client. Voici un exemple de facture sur la vente de gaz naturel au tarif réglementé, en moyenne sur l'année 2020 (source : site Internet CRE).

Facture type d'un client résidentiel



Le gaz, une énergie compétitive

Le gaz est une des énergies les plus compétitives. Pour suivre l'évolution des prix des énergies, GRDF met à disposition de tous les clients sur son site Internet un outil interactif présentant un « baromètre » de ces prix : projet-gaz.grdf.fr/comparaison-prix-energies



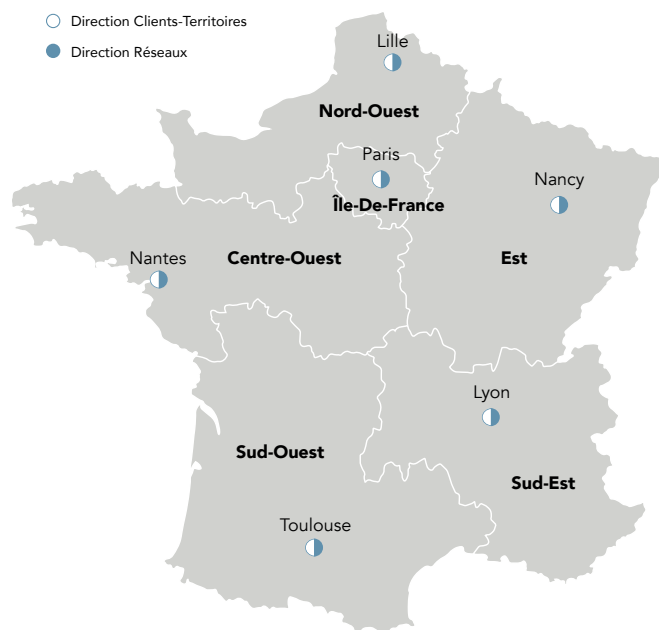
6.2 Une organisation à votre service

L'organisation de GRDF

L'organisation de GRDF est composée d'un niveau national, regroupant des activités d'expertise et des fonctions supports, et d'un ancrage local basé sur six régions, dénommées « régions GRDF ». Ces deux niveaux d'organisation sont complémentaires pour mener à bien des actions mutualisées sur toute la France



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.



Les activités liées au réseau (dépannage) et à la clientèle (interventions) sont, depuis le 1er janvier 2018, spécialisées par énergie. Les activités gazières sont regroupées au sein d'une même entité appelée Agence d'Intervention (AI), la zone de desserte de GRDF est couverte par 63 AI.

L'objectif de cette évolution de l'organisation est triple :

- renforcer le professionnalisme gazier orienté client,
- ancrer la proximité avec les autorités concédantes et les collectivités,
- moderniser les outils de programmation des interventions pour un service plus efficient.

Les engagements de GRDF en matière de sécurité restent inchangés, en particulier la capacité d'intervention en moins d'une heure.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Au sein des territoires, des agences locales portent les missions de GRDF.

Des agences locales

- Relations Collectivités Territoriales.
Votre interlocuteur de proximité
- Travaux
- Exploitation
- Gestion Clientèle



Le maillage local de GRDF s'appuie sur des agences régionales et des services nationaux.

Des agences régionales

- Acheminement
- Relations Collectivités Territoriales
- Développement
- Patrimoine
- Travaux
- Exploitation
- Services Supports



Des services nationaux

- Agence diagnostic qualité gaz
- Unités Urgence Sécurité Gaz
- Service comptabilité
- Directions fonctionnelles



La politique RSE (Responsabilité Sociétale de l'Entreprise)

Avec son Projet d'Entreprise, GRDF a souhaité aborder deux questions majeures : la place du gaz vert dans la transition énergétique, et son rôle dans la société actuelle. Aujourd'hui, les attentes de la société civile envers les entreprises sont de plus en plus fortes, poussant ces dernières à s'investir sur les grands enjeux d'un monde en pleine mutation, en particulier dans le secteur de l'énergie, et à viser une performance globale, aussi bien économique qu'extra-financière : sociale, sociétale et environnementale.



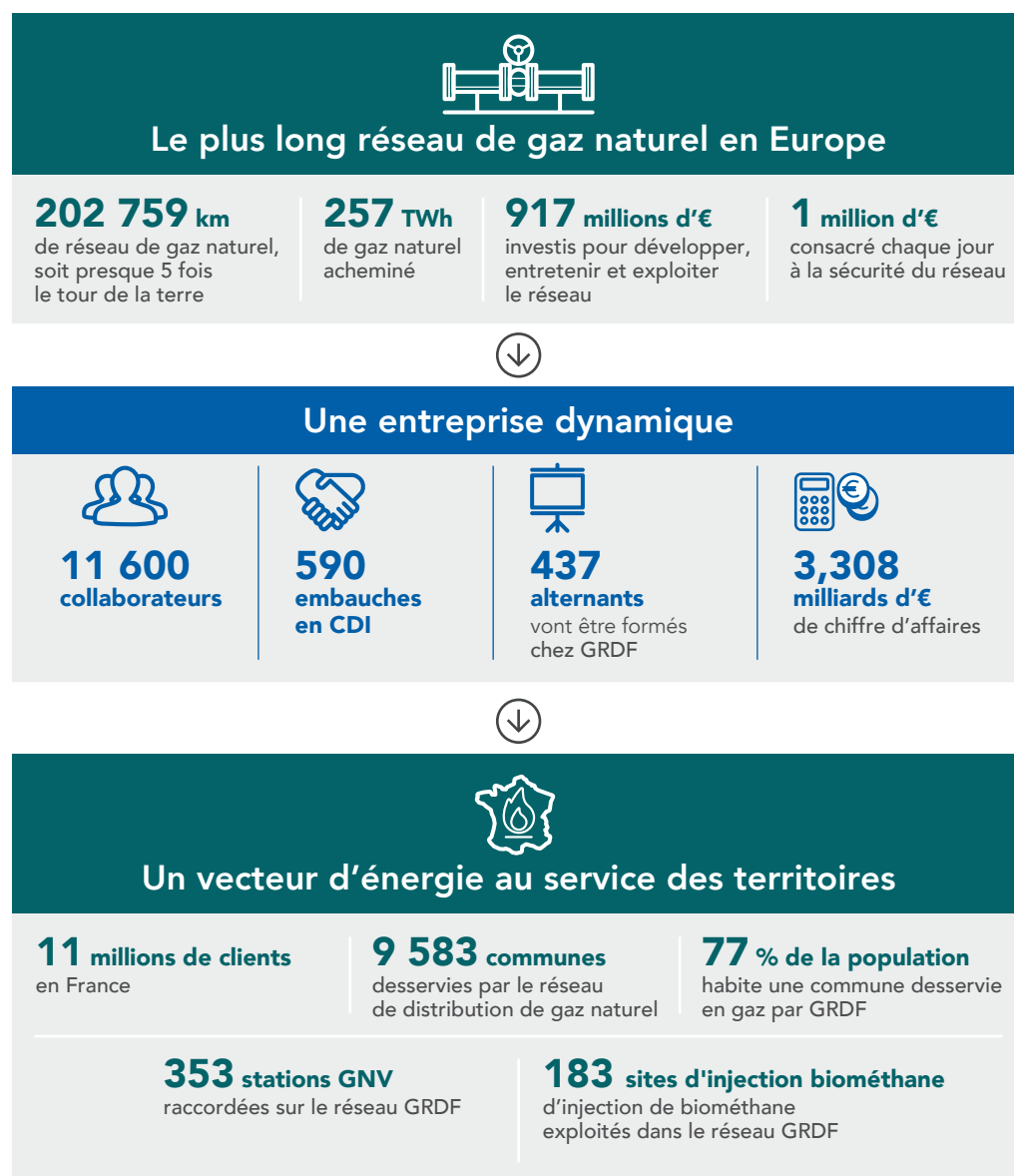
Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Les achats responsables

Conformément aux engagements de son Projet d'Entreprise, GRDF mène une politique d'achats responsables en se donnant pour missions d'associer ses fournisseurs et prestataires à ses objectifs RSE, et de développer ses relations avec le secteur protégé dans ses activités.

En particulier, GRDF collabore à l'économie des territoires en faisant appel à des PME implantées localement et des Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT).

Les chiffres clefs de GRDF



6.3 Les outils digitaux à votre disposition

Ma Concession Gaz, le portail digital de votre concession

Accessible sur grdf.fr, Ma Concession Gaz est un portail réservé aux collectivités concédantes. Cet espace digital vous permet d'accéder de façon sécurisée aux documents de votre concession, tels que le contrat de concession et ses éventuels avenants, ou les comptes rendus annuels d'activité. Ces derniers, vous sont proposés en format digital et en version imprimable (pdf).



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.



L'application mobile Mon réseau Gaz

Mon réseau Gaz est une application mobile développée par GRDF pour suivre l'actualité de votre réseau de gaz.



Pour en savoir plus, veuillez vous référer au guide de lecture du CRAC 2020.

Branchement

Tuyauterie reliant une canalisation du réseau de distribution au Poste de Livraison ou, en l'absence de Poste de Livraison, au compteur. Quand celui-ci alimente un immeuble avec plusieurs logements c'est un « Branchement Collectif », dans tous les autres cas il s'agit d'un « Branchement Individuel ».

Branchement particulier

Le branchement particulier est la partie située juste en amont du compteur et qui permet de le raccorder aux parties de l'installation commune (conduite d'immeuble, conduite montante, conduite de cursive, nourrice de compteur).

Catalogue des prestations

Liste des prestations disponibles pour le client et/ou le fournisseur, établie par GRDF et publiée sur le site www.grdf.fr.

Compteur

Appareil de mesure du volume de gaz livré au client. Selon le cas, il fait partie du Dispositif Local de Mesurage ou le constitue.

Compteur Domestique

Compteur dont le débit nominal est strictement inférieur à 16m³/h. Il s'agit donc des compteurs de type G4 (6m³/h) et G6 (10m³/h).

Compteur Industriel

Compteur dont le débit nominal est supérieur ou égal à 16m³/h. Il s'agit donc des compteurs de type G10 (16m³/h) et au-delà.

Concentrateur

Le concentrateur est un matériel assurant le relais entre les compteurs et les systèmes d'information de GRDF.

Conditions standard de livraison (CSL)

Les Conditions Standard de Livraison (CSL) s'appliquent au client dont l'index au compteur est relevé semestriellement, quel que soit le débit maximum du compteur. Plus d'informations : Catalogue des prestations de GRDF, chapitre « Conditions générales ».

Conduite d'immeuble (CI)

La conduite d'immeuble est une tuyauterie qui peut être uniquement à l'intérieur de l'immeuble ou en partie à l'extérieur lorsque le coffret gaz est situé à distance de l'immeuble desservi.

Conduite montante (CM)

La conduite montante est une tuyauterie verticale pour la plus grande partie, raccordée à la conduite d'immeuble et alimentant les différents niveaux de l'immeuble.

Contrat d'acheminement

Contrat signé entre le Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRD) et un fournisseur d'énergie, en application duquel le GRD achemine le gaz vers le client final.

Contrat de fourniture

Contrat signé entre le client final et un fournisseur d'énergie de son choix, en application duquel celui-ci lui facture sa consommation de gaz.

Contrat de livraison direct (CLD)

Le Contrat de Livraison Direct (CLD) est conclu avec GRDF par un client dont l'index au compteur est relevé mensuellement, et lorsque le débit maximum du compteur est supérieur à 100 m³/h. Il se substitue aux Conditions Standard de Livraison (CSL). Plus d'informations : Catalogue des prestations de GRDF, chapitre « Conditions générales ».

Degré-jour (de chauffe)

Il correspond à la différence entre la température à partir de laquelle on considère que l'on commence à chauffer (16°C) et la température extérieure. De fait, un degré-jour de chauffe ne peut être que positif, quand celui-ci est à zéro la température est au-dessus de 16°C. Par exemple, s'il fait -4°C le degré-jour correspondra à 20.

Dispositif de mesurage

Ensemble des équipements de mesure, de calcul et de télétransmission localisés à l'extrémité aval du réseau de distribution, utilisé par le Distributeur pour déterminer les quantités livrées au point de livraison et leurs caractéristiques.

Fournisseur

Prestataire titulaire d'une autorisation délivrée par le Ministère chargé de l'énergie, qui vend une quantité de gaz au client en application d'un contrat de fourniture.

Gestionnaire du réseau de distribution (GRD)

Le gaz est transporté par grandes quantités et sur de longues distances par le Gestionnaire du Réseau de Transport (GRT). Sur le territoire concédé, il est ensuite acheminé vers les clients finals par GRDF, le Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRD) communément désigné « distributeur ».

GNV

Utilisation du gaz comme carburant. C'est le même gaz que celui utilisé pour le chauffage ou la cuisson. Le GNV existe sous deux états : liquide (GNL) ou comprimé (GNC).

Installation intérieure

L'installation intérieure du client commence à l'aval du compteur. Dans le cas des conduites montantes sans compteur individuel, elle commence à l'aval du robinet de coupure individuelle.

IRIS

Les IRIS (Ilots Regroupés pour l'Information Statistique) sont définis par l'INSEE et constituent « la brique de base en matière de diffusion de données infra-communales ». Il doit respecter des critères géographiques et démographiques et avoir des contours identifiables sans ambiguïté et stables dans le temps.

Normo mètre cube (Nm³)

Quantité de gaz sec (exempt de vapeur d'eau) qui occupe un volume d'un mètre cube.

Poste d'injection

Équipement clef de l'intégration du biométhane au réseau GRDF. Il permet, en aval du méthaniseur et de l'épurateur du producteur, d'odoriser, de contrôler, de compter et d'injecter le gaz dans le réseau de distribution local.

Poste de livraison

Installation située à l'extrémité aval du réseau de distribution, assurant généralement les fonctions de détente et de régulation de pression, ainsi que la mesure, le calcul et la télétransmission d'éléments permettant de déterminer les quantités livrées au point de livraison.

Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS)

Quantité de chaleur (en KWh) dégagée par la combustion complète d'un mètre cube de gaz sec donné dans l'air, à une pression constante (1,01325 bar) et à une température initiale de zéro Celsius.

Pression de livraison

Pression relative du gaz au point de livraison.

Quantité acheminée

Quantité de gaz livrée au point de livraison déterminée par relevé du compteur. En cas de dysfonctionnement du compteur, la quantité consommée peut être corrigée. En cas d'absence du client lors du relevé et lorsque le compteur est inaccessible, la quantité acheminée est estimée.

Réseau de distribution

Le réseau de distribution est composé des ouvrages de distribution qui permettent au Gestionnaire du Réseau de Distribution (GRDF) d'acheminer le gaz jusqu'aux clients finals (résidentiels, entreprises ou bâtiments tertiaires).

Réseau BP

Le Réseau BP (Basse Pression). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 19 et 21 millibar.

Réseau MPA

Le Réseau MPA (Moyenne Pression de type A). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 50 millibar et 0,4 bar.

Réseau MPB

Le Réseau MPB (Moyenne Pression de type B). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 0,4 bar et 4 bar.

Réseau MPC

Le Réseau MPC (Moyenne Pression de type C). La pression de livraison de ce réseau peut être comprise entre 4 et 25 bar.

Compte rendu d'activité de concession 2020

SMOYS

DIRECTEUR DE PUBLICATION : JÉRÔME CHAMBIN

RÉDACTEURS : CÉCILE NIVAUD, EMILIO SOBA

Date de création : juin 2021
Compte-rendu d'activité créé par la Solution Paddix® (www.paddix.com)
Réalisé par IDIX - www.idix.fr



// Choisir le gaz, c'est aussi choisir l'avenir

Le gaz c'est l'avenir, parce qu'il devient de plus en plus vert

Aujourd'hui près d'une cinquantaine de sites injectent du gaz vert sur l'ensemble des réseaux de gaz français et près de 400 projets sont à l'étude. Produit à partir de déchets issus notamment de cultures agricoles, d'effluents d'élevages et de déchets ménagers, le biométhane offre une énergie plus responsable pour se chauffer, cuisiner et se déplacer. L'ambition est d'injecter 30% de gaz renouvelable dans les réseaux en France d'ici à 2030.

Le gaz c'est l'avenir, parce qu'il offre une mobilité moins polluante

Le Gaz Naturel Véhicule (GNV) permet d'améliorer la qualité de l'air, de préserver l'environnement et de réduire les nuisances sonores. Moins polluant, il offre une solution alternative aux carburants traditionnels : réduction de 95% les émissions de particules fines et de 50% les oxydes d'azote par rapport à la norme Euro VI. Aujourd'hui plus de 20 millions de véhicules roulent déjà au GNV et au BioGNV dans le monde.

Le gaz c'est l'avenir, parce qu'il est moderne et connecté

Le gaz répond aux nouveaux modes de consommation. Performants et connectés, le réseau de distribution et les équipements au gaz naturel offrent des fonctionnalités adaptées aux nouveaux usages et contribuent à l'atteinte des objectifs que s'est fixés la France en matière de performance énergétique.

Le gaz c'est l'avenir et il faut le dire

C'est tout l'enjeu de la nouvelle signature de GRDF, « choisir le gaz, c'est aussi choisir l'avenir ». Des mots forts qui traduisent la conviction que le gaz est une énergie indispensable à un mix énergétique équilibré qui répond aux attentes des consommateurs et des territoires.



Choisir le gaz,
c'est aussi choisir l'avenir

Quel que soit votre fournisseur

